Vol 17 # 50 • Du 12 au 18 Juin 2024

Haiti 20 gdes/ USA $1.50/ France 2 euros/ Canada $2.00

HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162

Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com

DENNIS BRUCE HANKINS VISITE GARRY CONILLE!



Voir page 5

L'ambassadeur des Etats-Unis en Haïti Dennis Bruce Hankins et le le Premier ministre Garry Conille le 11 juin 2024.

L'AUDACE DU GROUPE MONTANA



Voir page 3

Jacques Ted Saint Dic et Magali Comeau-Denis de l'Accord de Montana avec le secrétaire d'État adjoint américain aux Affaires de l'hémisphère occidental, Brian Nichols (au centre).









Ère nouvelle ou politique de continuité?

Par Berthony Dupont

On n'assiste pas aujourd'hui à l'émergence d'un nouveau courant politique sur la scène nationale mais bien à l'imposition d'un nouvel Exécutif, d'une part formé exclusivement des représentants authentiques de la classe politique décadente, de la Société civile délabrée et de la bourgeoisie corrompue fusionnés au sein d'un Conseil Présidentiel incarnant la politique-spectacle et d'une certaine forme de délinquance politique. Et d'autre part, un portrait caricaturé des puissances occidentales, avec un chien-de-garde du système capitaliste nommé à la Primature en la personne de Garry Conille. Car, l'impérialisme américain ne peut, à la longue, tolérer aucun obstacle sur son obsession de régner.

Les deux branches du Pouvoir exécutif sont à peu près identiques avec de légères différences non-fondamentales. Comme si elles étaient nées pour servir l'Empire du mal, elles n'ont qu'une vision commune, une activité ténébreuse faite de conspirations, de magouilles et d'intrigues. Pourtant, il n'y a pas de consensus clair et défini sur la voie que le pays doit suivre. Il s'agit tout bonnement de travailler sans relâche au service de la domination oligarchique et néocoloniale tout en leur conservant le pouvoir.

Cette situation n'a rien de réjouissant et ne donne aucun signe d'espoir au cours de cette « transition » ni pour après. Elle indique, au contraire, que cette classe politique n'a aucune aspiration au changement et qu'elle opte plutôt pour la continuation d'une gouvernance séculaire calamiteuse qui a liquidé l'économie nationale en détruisant toutes les industries et les richesses appartenant à l'État. Cette cacophonie gouvernementale est devenue un sport national entretenant davantage ces mercenaires de la classe politique voués à la trahison historique de la cause nationale.

A l'horizon, il n'y a aucune lueur d'une ère nouvelle. Il ne saurait y en avoir dans la mesure où, il n'a jamais eu une quelconque transition. Le mot transition qu'on utilise à dessein est pour tromper la vigilance des masses. C'est de préférence, un appel non voilé à renforcer les moyens de destruction. Et d'être prêt à s'en servir - par exemple en utilisant le prétexte de la lutte contre le terrorisme des gangs pour faciliter et légitimer leurs forces militaires d'occupation qui interviendront contre les réseaux ouvriers protestant pour un lendemain meilleur.

Il ne pourrait y avoir aucune forme de transition sans la moindre résiliation. Toute transition supposerait de repenser la manière dont nous concevions autrefois la politique en changeant de manière radicale les méthodes et plus concrètement le contenu. Toute transition qui ne s'accompagnerait pas d'une rupture totale avec l'ancien système et de la pratique politique traditionnelle ne saurait être une transition mais bien une continuité maquillée, une manœuvre classique pensée par les génies du statu quo, rien de plus.

Qu'est-ce qui va désormais changer avec ce régime intérimaire dont le rôle est de préparer la passation du pouvoir à un autre régime laquais au service des puissances impérialistes ? Rien ! C'est l'expression d'une contradiction majeure existant entre les objectifs d'un pouvoir au service de la bourgeoisie et du capitalisme mondial contre les intérêts et les revendications populaires. La confirmation du gâteau du pouvoir ministériel qui vient de se partager entre les coquins et les malins du Conseil Présidentiel et de la Primature illustre mieux cette continuité programmée, et ce, sans aucune honte ni gêne.

Cette parodie transition ne doit pas nous tromper. Elle indique clairement qu'il n'y a eu aucune prise de conscience au sein de la classe dirigeante. Il n'y a aucun changement de paradigme dans le processus de gouvernance, car toute transition est une remise en question de manière critique sur les dynamiques traditionnelles.

La transition est une réévaluation globale, une démarche de réflexion collective, une sorte de réinvention de nouveaux systèmes de gouvernance garantissant une participation citoyenne massive, active au service du pays. C'est s'éloigner des modèles conventionnels et imaginer des approches innovantes répondant aux aspirations et aux besoins prioritaires des masses populaires.

Il s'agit en réalité de tourner la page, malheureusement, on n'est pas à ce stade-là pour le moment, puisque le programme impérial pour Haïti ne vise en aucune circonstance à s'engager sur la voie de la rupture totale avec certains procédés indignes et même renoncé à entreprendre ses desseins criminels.

Il est évident que chaque équipe de l'Exécutif espère casser le pouvoir de l'autre, afin de se retrouver seule en totale liberté d'initiative et de pouvoir être mieux placée, non pas pour défendre le pays et le peuple mais pour imposer les conditions exigées par l'Oncle ou les solutions impériales ne pouvant nous conduire qu'à des résultats désastreux.

Cette nouvelle stratégie de domination peut être considérée à maints égards comme le reflet de la politique de déstabilisation qu'on applique au niveau national tout en comptant sur des agents de la classe politique à leur service. On ne peut miser sur des dirigeants sans scrupules, incohérents au demeurant trompeurs, menteurs authentiques. On va sans doute tomber en panne de réflexion, comme si nous n'avions plus de devenir. Ce qui se fait actuellement dans le pays est en parfaite continuité avec les gouvernements réactionnaires précédents qui ont eu tout le soutien des puissances impérialistes. Les Occidentaux ne font que nous fabriquer des conditions qui rendront le pays encore plus ingouvernable que jamais.

Toute nouvelle ère pour Haïti ne saurait dépendre des combinaisons au sommet des puissances impérialistes, colonialistes avec leurs alliés privilégiés de la classe politique traditionnelle. La politique malhonnête de continuité en cours, que les impérialistes appellent transition, c'est du pur mensonge, de la démagogie et un manque de respect du peuple haïtien.

L'impérialisme ne porte guère en son sein les mots changement, libération, stabilité sociale, mais bien violence, insécurité, corruption, inégalité sociale et cela ne peut changer aucun pays encore moins Haïti et ni le sauver de la faillite. N'est-ce pas trahir le sens des mots en qualifiant l'évolution intérimaire en Haïti de période de transition ?

L'exemple de transition concrète, effective dans les intérêts d'un pays et du peuple dans son ensemble est ce qui est en train de se passer dans certains pays africains. Celle de l'histoire politique récente du Burkina Faso, du Mali et du Niger est palpable. Chacun exprime en action respective la véritable signification du mot « transition » pour assurer une ère nouvelle, une transformation fondée sur la libération nationale, le rejet de l'ordre colonial ancien et néocolonial et l'approfondissement de l'option socialiste.

HAITI LIBERTÉ

1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

RÉDACTEUR EN CHEF
Victoria T. H. Sylvain

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Guy Roumer

CORRESPONDANTS EN HAITI
Daniel Tercier
Bissainthe Anneseau

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Yves Camille
Jacques Elie Leblanc
Claudel C. Loiseau
Henriot Dorcent
Dr. Antoine Fritz Pierre
Eddy Toussaint
Edmond Bertin
Robert Garoute
Jacques Nési
Ed Rainer
Elysée Luckner Vil

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Didier Leblanc

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
computertrusting@gmail.com

L'audace du groupe Montana



Selon Oxygène David, Montana n'a jamais cherché une solution haïtienne. C'était un mensonge que les dirigeants ont transmis à la nation afin qu'ils puissent cohabiter avec leurs patrons, les impérialistes américains.



Liné Balthazar du Phtk et du Collectif 30 Janvier

Par Marie Laurette Numa

Les membres du groupe Montana ou Accord de 30 Août ont, dans une déclaration fracassante faite le 7 juin 2024, voulu sans doute se racheter, mais ils se sont enterrés davantage. C'est toujours le résultat final qui compte surtout quand certains mouvements sans décorum, sans colonne vertébrale, sans principes s'adonnent à jouer sur plusieurs tableaux à la fois pour tromper la population.

En fait, ce sont des gens soi-disant formés politiquement, véhiculant des idées bien souvent organisées ; mais toute l'efficacité d'une théorie est quand elle fait corps avec une pratique cohérente. Et c'est là justement que le bât blesse !

On ne peut pas à la fois discourir à gauche et marcher à droite et même bien souvent droite et gauche à la fois pour créer la confusion. Ce n'est pas, qu'ils ont la bonne volonté de faire, mais leur point faible est de ne pas vouloir afficher leur vraie et réelle position politique. C'est la capacité de magouiller, qui est tellement forte chez eux qui les oblige à agir ainsi.

Depuis leur avènement sur la scène politique, où ils présentaient une solution haïtienne de rupture, ils n'ont jamais cessé de collaborer avec l'impérialisme américain qui par la suite est devenu l'un de leur partenaire favori dans la lutte contre le régime de Jovenel Moise puis celui du Premier ministre Ariel Henry.

Comme ils n'ont jamais rompu avec l'impérialisme et c'est dans cette optique qu'ils ont été appelés pour jouer un rôle au sein du Conseil Présidentiel mis en place par Washington via la Caricom. Ils avaient bel et bien accepté l'offre et aussi les règlements du jeu. Ils l'ont même corroboré en faisant des propagandes par-ci par-là pour vendre le produit impérial.

A la grande surprise, la coalition du 30 Août ou Accord de Montana, via le Bureau de suivi de l'Accord (BSA) a indiqué dans la note du 7 Juin qu'il n'a pris part à aucune discussion ni n'a travaillé avec aucun conseiller présidentiel sur le choix d'un représentant au gouvernement. Jusqu'à même annoncer que « *Le BSA constate que le Conseil présidentiel a conduit un processus qui ne correspond pas à ce qui était prévu dans l'accord du 3 avril en ce qui concerne le choix d'un Premier ministre et la formation d'un gouvernement, qui ne devaient pas être le résultat de tractations et de partage de gâteau. En agissant ainsi, ils perpétuent la méthode traditionnelle qui affaiblit les futurs ministres, et qui les met en position d'ayant droit pour exiger le partage de postes* »

De quoi parle le BSA ? Quel est la signification d'un tel communiqué au moment où l'Accord de Montana possède un représentant authentique, un conseiller influent au sein du Conseil présidentiel en la personne de Fritz Alphonse Jean qui a non seulement voté pour le Premier ministre Garry Conille et est partie prenante de toutes les tractations qui sont en train de se réaliser pour rassurer la continuité de l'Etat corrompu. Quelle audace !

Le BSA poursuit sa dénonciation en disant qu'« *Ils suivent la méthode traditionnelle de sélection de personnalités pour diriger le gouvernement et se positionnent pour exiger leur part du gâteau* », mais qu'est-ce qui avait changé pour que Montana espérât autrement. Quand le ministre désigné au Ministère de l'éducation et de la formation professionnelle (MENFP), et Ministère de la Culture et de la Communication, l'opportuniste patenté, le professeur Antoine Augustin (*Tenten*) pour faire partie intégrale du gouvernement de Washington en Haïti, il n'est autre qu'un autre membre du groupe Montana attaché au Cabinet particulier de Fritz Jean, depuis son élection au titre de président de Montana.

Alors où est passé votre projet de *solution haïtienne* ? Ignorez-vous que c'est votre projet de solution haïtienne mensongère sans le peuple qui est en train d'être mise en œuvre par l'impérialisme ? Ce que le groupe Montana feint d'ignorer c'est que l'impérialisme, avec qui il collaborait depuis belle lurette, est celui qui est en charge et non pas le Conseil présidentiel.

Le militant populaire Oxygène David du Moleghaf l'avait bien dit dans une interview à *Haïti Liberté* au mois d'Août 2022 : « *La coalition du 30 Août ou Accord de Montana avait une théorie qui disait : « Ayons une solution haïtienne. » Cela n'a jamais existé. Il n'a jamais cherché une solution haïtienne. C'était un mensonge que les dirigeants ont transmis à la nation afin qu'ils puissent cohabiter avec leurs patrons, les impérialistes américains.* »

« Le Montana n›a fait que freiner la mobilisation populaire. Ils ont une attitude attentiste, attendant que les impérialistes américains leur donnent le feu vert et facilitent le changement politique qu›ils souhaitent, ce qui est ridicule. Ainsi, l›Accord du Montana n›a fait que plonger les masses plus profondément dans l›exclusion, la pauvreté et la misère» avait conclu Oxygène.

Par ailleurs, Fanmi Lavalas pour sa part est resté cohérent comme toujours dans ses actions malhonnêtes impopulaires. A la différence des autres, Lavalas applaudit son prochain titulaire au Ministère des Travaux publics, Transports et Communications, l'ingénieur Hosti Raphaël qui sans doute va continuer l'œuvre de son prédécesseur Rosemond Pradel de la Fusion des sociaux-démocrates haïtiens.

Dans la même veine, le Phtk rejoint la position audacieuse de Montana. Quand parlant au nom du Collectif 30 Janvier qui serait en charge du Ministère du Commerce et de l'Industrie / Tourisme, Liné Balthazar a indiqué lui-même que : « Nous ne sommes pas intéressés à désigner des représentants dans ce gouvernement. Nous contestons la méthode choisie pour former le cabinet. Il s'agit d'un partage de gâteau entre les conseillers. Cela ne *correspond pas à notre vision* » Cela n'est pas assez voulait-il dire !

Quelle démarche dilatoire ! Si vraiment Montana et le Collectif 30 janvier avaient de graves problèmes avec le procédé en cours, ils devraient le plus vite que possible rappeler leur représentant Fritz Alphonse Jean et Edgar Leblanc fils de leur poste au Conseil présidentiel, mais cela n'arrivera jamais !

Foutez-nous la paix, bande de kleptocrates politiques !

Dennis Bruce Hankins visite Garry Conille!



L'ambassadeur des États-Unis en Haïti, Dennis Bruce Hankins et le directeur général de la Police nationale d'Haïti (PNH), Frantz Elbé

Par Isabelle L. Papillon

L'ambassadeur des Etats-Unis en Haïti Dennis Bruce Hankins a rendu une visite de courtoisie ou d'inspection à la Primature pour rencontrer le Premier ministre Garry Conille.

Faut-il rappeler que cet ambassadeur est un véritable proconsul dans le pays, juste avant la nomination du Premier ministre n'avait-il pas exhorté le Conseil présidentiel de transition en ces termes « *Nous attendons avec impatience un processus transparent qui permettra à Haïti d'avoir un premier ministre et un gouvernement de transition, sélectionnés sur la base du mérite technique et de l'impartialité* »

Cette visite du mardi matin11 juin 2024 pouvait bien entrer dans le cadre d'accélérer la publication de l'arrêté nommant le nouveau cabinet ministériel, qui a trop duré, environ deux semaines, après la nomination, par le Conseil présidentiel de transition (Cpt), le mardi 28 mai 2024, du fonctionnaire des Nations unies, Garry Conille, au poste de Premier ministre.

Aussi, au début de cet après-midi, l'arrêté du Conseil présidentiel de transition (Cpt), nommant les 14 membres du cabinet ministériel du nouveau Premier ministre Garry Conille, a été publié officiellement dans le journal officiel de la république « Le Moniteur », puis posté peu après sur les comptes officiels du gouvernement.

Les 14 personnes nommées sont : Garry Conille titulaire du Ministère de l'intérieur et des collectivités territoriales (Mict). Ketleen Florestal, titulaire du Ministère de l'économie et des finances (Mef) ainsi que du Ministère de la planification et de la coopération externe (Mpce). Dominique Dupuy titulaire du Ministère des affaires étrangères et des cultes (Maec) ainsi que du Ministère des Haïtiens vivant à l'étranger (Mhave). Marie Françoise Suzan titulaire du Ministère à la condition féminine et aux droits des femmes (Mcfdf), Niola Lynn Sarah Devalis Octavius titulaire du Ministère de la jeunesse, des sports et de l'action civique (Mjsac).

Carlos Hercule est nommé au Ministère de la justice et de la sécurité publique (Mjsp). Vernet Joseph au Ministère de l'Agriculture, des ressources naturelles et du développement rural (Marndr). Raphaël Hosty est nommé au Ministère des travaux publics, transports et communications (Mtptc). James Monazard au Ministère du commerce et de l'industrie (Mci), et du Ministère du tourisme. Moïse Jean-Pierre Fils au Ministère de l'environnement (Mde). Antoine Augustin au Ministère de l'éducation nationale et de la formation professionnelle (Menfp), et du Ministère de la culture et de la communication (Mcc). Georges Wilbert Franck au Ministère des affaires sociales et du travail (Mast). Georges Fils Brignol au Ministère de la santé publique et de la population (Mspp) et Jean Marc Berthier Antoine titulaire du Ministère de la défense.

Entre autres points qui ont été discutés entre l'ambassadeur et le Premier ministre, la question de la crise sécuritaire et de l'appui des Etats-Unis à la Mission multinationale d'appui à la sécurité n'a pas été négligée parce que cette occupation annoncée est vitale pour les États-Unis dans le cadre du Global Fragility Act ou GFA, qui a été adopté en 2019 sous l'administration Trump.

Au mois d'avril 2024, l'ambassadeur des États-Unis en Haïti, Dennis Bruce Hankins, avait également tenu une réunion pareille avec le directeur général de la Police nationale d'Haïti (PNH), Frantz Elbé pour lui montrer son engagement envers la sécurité et la stabilité en Haïti.

Le 11 mai, à l'aéroport international Toussaint Louverture à Port-au-Prince accompagnant le chef de la police, en vue de recevoir un lot de matériels dont des blindés offerts par le Gouvernement américain dans le cadre du projet de renforcement des capacités opérationnelles de la PNH, l'ambassadeur avait précisé *« avec les efforts du Gouvernement américain et la coopération du Gouvernement haïtien, avant la fin du mois de mai, toutes les conditions pour accueillir les premiers contingents kényans seront réunies. Après le Kenya ce sera au tour des troupes des autres pays de rejoindre la mission. »*

Haïti est le premier pays dans lequel Washington souhaite tester le GFA qui, selon les termes de l'American Enterprise Institute, *« est une opportunité de susciter le changement nécessaire pour empêcher des adversaires tels que la Chine et la Russie d'étendre leur influence en Haïti »*.

Cette rencontre entre l'ambassadeur Hankins et le Premier ministre Garry Conille témoigne l'engagement continu des États-Unis pour ne pas laisser Haïti s'échapper de sa domination néo-coloniale.

Le programme progressiste pour les Haïtiens d'aujourd'hui



Les progressistes doivent s'unir autour de revendications telles que « le droit des paysans haïtiens à la terre à travers une véritable réforme agraire pour la relance de la production nationale et leur plein développement économique et social ». Photo: Téquila Minsky

Par Henriot Dorcent

Comme le disait Lénine : « Sans théorie révolutionnaire, il ne peut y avoir de mouvement révolutionnaire. » À ce tournant de notre histoire, les Haïtiens progressistes doivent se référer à la philosophie marxiste pour interpréter et comprendre les événements de cette situation et mieux résister et combattre les manœuvres de l'ennemi.

Face à la nouvelle occupation militaire programmée de la force multinationale d'appui à la sécurité (MSS), unissons-nous pour formuler des dénonciations fondées sur les principes et proclamer les droits inaliénables du peuple haïtien et la renaissance du nouvel homme haïtien.

I. Dénonciations

A. Dénonçons le mode de production semi-féodal et semi-capitaliste de notre économie et en même temps la grande propriété foncière privée de nos terres agricoles, source de misère pour les agriculteurs pauvres et un système de production rétrograde et inhumain.

B. Dénonçons les salaires de misère versés aux travailleurs haïtiens de la sous-traitance et l'exploitation injuste du travail humain par des intérêts nationaux et étrangers illégitimes et privilégiés.

C. Dénonçons l'analphabétisme, le manque d'enseignants, le manque d'écoles primaires et secondaires gratuites, le manque de médecins et d'hôpitaux, le manque de protection sociale pour les personnes âgées et handicapées, ainsi que l'inégalité et l'exploitation des femmes.

D. Dénonçons les oligarchies politiques et économiques, la police répressive et les soldats et policiers de cette nouvelle force d'occupation qui maintiennent les masses populaires dans la misère et empêchent leur développement démocratique et le plein exercice de leur souveraineté.

E. Dénonçons le transfert de nos ressources naturelles et minérales vers des monopoles étrangers à travers une politique d'abandon et de trahison des intérêts supérieurs de la nation.

F. Dénonçons le régime du PHTK avec cette nouvelle version du conseil présidentiel qui reste sourd aux revendications populaires et se plie aux ordres des pays impérialistes.

G. Dénonçons, de manière générale, l'exploitation de l'homme par l'homme et l'exploitation des pays peu développés par le capital financier impérialiste.

II. Proclamation des droits

A. Proclamons le droit des paysans haïtiens à la terre à travers une véritable réforme agraire pour la relance de la production nationale et leur plein développement économique et social.

B. Proclamons le droit du travailleur haïtien au fruit de son travail et à un salaire minimum décent qui lui permet de vivre et de se reproduire, le droit des enfants défavorisés à l'éducation, le droit des jeunes au travail, le droit de des malades à une assistance médicale sérieuse et à une hospitalisation, le droit des étudiants à une éducation gratuite, expérimentale et scientifique, le droit des femmes à l'égalité civile, sociale et politique, le droit des personnes âgées à une vieillesse sûre, le droit des intellectuels, des artistes et les scientifiques à lutter dans leur travail pour un Haïti meilleur, le droit de l'État haïtien à nationaliser les monopoles du secteur privé et des entreprises étrangères, récupérant ainsi les richesses et les ressources nationales pour une redistribution équitable, le droit de notre pays au libre-échange avec tous les peuples du monde, le droit du peuple haïtien à la pleine souveraineté et à l'autodétermination.

C. Proclamons le droit de l'État haïtien à armer les travailleurs, les paysans, les intellectuels progressistes, les femmes, les jeunes, les personnes âgées, tous les opprimés et exploités, afin de défendre leurs droits et leur avenir.

III**. Proclamation des devoirs civiques du nouvel homme haïtien**

A. Proclamons le devoir des travailleurs, des paysans, des étudiants, des femmes, des jeunes et des personnes âgées de lutter pour leurs revendications économiques, politiques et sociales.

B. Proclamons le devoir des nations opprimées et exploitées de lutter pour leur libération, le devoir de chaque peuple d'être solidaire de tous les opprimés, colonisés, exploités ou agressés, peu importe où dans le monde et quelle que soit la distance géographique qui les sépare; tous les peuples du monde sont frères et sœurs.

C. Réaffirmons notre conviction que le peuple haïtien repartira bientôt, uni et victorieux, libéré des liens qui transforment son économie en richesse livrée aux pays impérialistes et qui l'empêchent de faire entendre sa véritable voix dans les instances internationales par des responsables serviles qui forment un chœur avec le maître despote.

D. Décidons d'œuvrer à ce destin commun avec les autres peuples exploités de la planète, destin qui permettra à nos pays de construire une véritable solidarité fondée sur la libre volonté de chacun d'eux et sur des aspirations communes.

Devant tous les autres peuples frères du monde entier, proclamons qu'Haïti n'échouera pas ; tel est notre engagement historique avec notre devise éternelle : « LA LIBERTÉ OU LA MORT ».

Ayiti pa gen tankou w sou latè beni



Jean-Baptiste Point du Sable (1750–1818). Wickipedia di «pa gen okenn pòtrè [JBPS] moun konnen pandan lavi li. Reprezantasyon sa a soti nan liv A.T. Andres la History of Chicago (Istwa Chikago—1884)».

Etzer Cantave

Gade non, bann medizan malpalan ki chita sou do Ayiti k ap pale l mal, teke fren n ! N ap betize ak yon peyi ki se manman Libète, gwo defansè Egalite, egzanp vivan Fratènite. Nou menm Ayisyen, nou sot Sen Domeng an 1779, n antre Savana (Savannah), nou bay san nou pou defann endepandans Etazini, lè l te ti katkat. Kèlkilanswa vèni ou ta lage sou do nou, ou pap sis. Ou pap wete yon pwèlyèm sou fyète nou kòm Ayisyen natif natal. Okontrè, se plis jarèt ou ban nou pou n rekonèt bel mèvèy nou fè pasipala. M pral montre n pa gen tankou Ayiti Toma sou latè beni.

Jou k te 1e janvye 1804 la, Ayiti gaye wonn jwèt la ak yon revolisyon ki te alafwa kont lesklavaj, kont rasism e kont sistèm prije peze souse kolon franse yo. Nan dat sa a, Jral Janjak Desalin pwoklame endepandans peyi a apre 13 lane batay sovay gason (ak fanm) pa kanpe avèk lame fann fwa Napoleyon Bonapat la ki t ap fè e defè tout kote l pase ; li te fè k sot kase biskèt Ejip. Kanta pou Lewòp menm, li te met sa ajenou, fè l mande padon. Kidonk, lame Napoleyon an debake Sen Domeng an brizin. Men fout, se te byen konte mal kalkile, byen jwenn byen kontre. Paske yo te jwenn a zo grann yo nan lesefrape ak Jral tankou Tousen Louvèti, Janjak Desalin, Anri Kristòf, Aleksann Petyon, Kapwa Lamò—ak fanm ofisyèz kouwè Sanit Bèlè, Marijann Lamatinyè. Gason ak fanm vanyan sa yo, bravedanje sa yo, te bat lame Napoleyon an kou tanbou pou te bay Ayiti endepandans li1. Yo merite ochan ayibobo kòtakòt ak pi gwo chèf militè latè janm konnen.

Pataswèl sa a Napoleyon te pran nan men Jral an chèf Desalin nan te desounen misye si tèlman ke l te sètoblije vann blan meriken yon valè tè ki te kolekole avèk tè pa yo ki te rele « Louisiana Territories ». Kidonk, eta meriken tankou Akannsa, Kolorado, Ayowa, Kanzas, Lalwizyàn, Minesota, Mizouri, Montana, Nebraska, Dakota diNò, Oklowoma, Dakota diSid, Wayoming—si yo pa t engra, yo te dwe rele Desalin Papa.

Depi lè sa-a, Ayiti tounen yon limyè tou limen pou tout pèp k ap chache chimen libète. Premye ladan yo, se te rejiman polonè Napoleyon to voye Sen Domeng an 1801 ak lespedisyon li an pou te plonje koloni a nan lesklavaj pirèd. Pa pita ke 1802, Polonè te konprann jwèt la ; yo pran lyann y al pote kole ak lame endijèn la kont blan franse. Lè lagè a te fini, Polonè yo te chwazi viv lib an Ayiti pito pou yo ta tounen Lapolòy al viv sou lobedyans lòt peyi. Desalin te apresye sa. L te anbrase yo kòm frè dam, fè yo sitwyen ayisyen, epi ba yo tè. Jouk jounen jodi a, gen desandan polonè k ap viv Kazal, an Ayiti.

Desalin te demele l kou mèt janjak pou detounen komès esklav nan zòn nan e chavire sistèm nan. Li te peye kapten batiman $40 pou chak esklav meriken nwa yo te mennen Ayiti. Li te achte esklav afriken nan men blan angle ki t ap mennen yo Jamayik, epi l lage yo libelibè an Ayiti. Chèf Leta ki te vin apre Desalin yo to kontinye zèv li sa a. Nan lane 1817, Prezidan Petyon te tchuipe yon kolon angle ki te vin reklame 15 esklav jamayiken ki te chape poul yo e fè vwal pou Twou Bonbon. Petyon manche Atik 44 Konstitisyon Ayiti a pou fè blan sa a konnen ke depi nèg yo te met pwent pye an Ayiti yo te danble sitwayen ayisyen. Li te derefize remèt yo. E blan yo to bije mache pòs yo.

Kanta pou Prezidan Bwaye, (rayi chen di dan l blan) li te voye segretè nan peyi blan meriken pou negosye voye esklav nwa an Ayiti pou retire yo nan esklavay. Li te peye pou voyay yo, fè yo sitwayen ayisyen, ba yo tè ak kay. Ta gen dizon 13,000 meriken nwa ki te vin an Ayiti jouk nan lane 1850 yo.

Kout kòn lanbi Ayiti te soufle an 1804 la te rive jis nan ziltik nan tou zorèy tout pèp ki t ap batay pou libète yo. Bouch an bouch youn di lòt. Sa w tande a, youn apre lòt yo debake vin nan sous la. Youn ladan you te rele Simón Bolívar (Simon Boliva). Ayisyen pa pèp ki regadan. Li nan nannan nou pou n pataje ak lòt. Petyon te bay Boliva gwo koutmen an 1815 pou l t al toke kòn li ak Lespay ki te gwo potanta nan zòn nan. Granmesi lèd li te jwenn nan men Petyon (zam, zòm, danre, plan militè), li te rive rache Bolivi, Kolonbi, Ekwatè, Pewou ak Venezyela anba grif Lespay. Petyon te mande Boliva yon sèl sèvis, se te pou l te aboli lesklavay nan tout peyi li ta delivre yo. Boliva te fè sa.

Mezanmi, m ta vle kwè n ap dakò ke travay Ayiti fè nan listwa pèp sou latè beni pa gen parèy. Men tann, se twòkèt la, chay la dèyè. Tande…

Èske n te janm konnen ? Ayiti te jwe yon wòl nan endepandans Meksik ? Francisco Javier Mina, moun peyi Lespay, te pran pati Meksik kont pwòp peyi l nan lagè ant 2 peyi yo. Msye te desann an Ayiti an 1817 al pran poul nan men Petyon nan sekrè batay epi ti tchotcho pou finanse l. Gran mèsi kout men Petyon an, Mina te debake Meksik ak 300 zòm 15 avril 1817. Nan kòmansman lagè a, Mina te kase met nan men Lespay wi. Men alafen dèfen li pa t gen repondong ase. Kidonk, li febli e fè bèk atè. Men Meksik rekonèt Mina kòm youn nan ewo li yo.

Èske n te janm konnen ?An 1821, revolisyonè grèk yo t ap chache sipò toupatou pou wete Lagrès anba lobedyans Latiki ? Tout gwo palto Lewòp yo, ni Lafrans, ni Langletè, ni Lalmay pa t pete nan koton ba yo santi. Sa yo te fè ? Yo vire bò kot Manman Libète—Ayiti. Yo ekri Bwaye pou mande l koutmen. Podyab Bwaye, li te nan kont detire l ak keksyon lokipasyon Dominikani. Li pa t ka ba yo sipò militè. Epitou kès leta te asèk, li pa t ka ba yo lajan. Men li voye yon kokenn lèt pou monte moral yo avèk yon kagezon 25 tòn kafe. Revolisyonè te pran yon pati pou bezwen pa yo e lòt pati an, yo te vann li pou finanse batay la. Alafendèfen, yo te fin pa gen laviktwa. Ayiti te premye peyi sou latè ki te rekonèt endepandans peyi Lagrès.

Èske n te janm konnen ? An 1935, Ayiti te sèl peyi ki te leve lavwa pou pwoteste lè Itali te anvayi Etyopi ? Pa youn nan gwo potanta Lewòp yo te leve yon ti dwèt pou te defann Etyopi. Jral Alfred de Nemours, nan yon diskou wòdpòt, te pati ak on bò Itali e l te mete nan bòl gwo potanta bann ipokrit karesan yo. E l te ba yo madichon : « Nou menm gwo peyi nou fè yon makòn ak Itali pou l toupizi ti Letyopi. Men pinga ! Jou va jou vyen, fètatansyon pou youn nan nou pa vin Letyopi yon lòt peyi. » Msye te wè lwen : mwens ke 10 zan apre sa, Lafrans te vin tounen Etyopi pou yon lòt peyi. Lalmay te okipe Lafrans pandan 2èm gè mondyal la.

Èske n te janm konnen ? Apre Japonè te bonbade batodegè meriken yo nan Pearl Harbor, Ayiti te pami premye peyi ki t al pote kole ak Etazini lè l te deside antre nan 2èm gè mondyal la ? Prezidan Eli Lesko te bay meriken kèk santèn milye goud pou kore yo nan lagè a. Adye, li te menm pran tè pou fè kawotchou pou lame meriken. (Sa s on lòt keksyon, na vin sou li apre.)

Èske n te janm konnen ? Ayiti te sove yon bann a on pakèt Jwif anba Olokòs pandan 2èm gè Mondyal la ? Menm ke yo te deyò peyi a, Ayiti te demele l pou fè yo sitwayen ayisyen e ba yo paspò ayisyen ki te pèmèt yo chape poul yo. Kèk santèn Jwif te ka kite Lalmay. Si se pa t sa, yo t ap fè vwal pou peyi san chapo.

Èske n te janm konnen ? Izrayèl, Lalibi, ak Somali te vin eta souvren granmesi Ayiti ? Nan tou lè twa ka sa yo, ambasadè Emil Sen Lo, nèg gwo gagann, oratè fopaplis, te vote pou Izrayèl te vin eta manm Nasyon Zini an 1947, Lalibi an 1949, ak Somali an 1960. Vòt pou Izrayèl la te bay anpil kè kase. Te gen anpil rale mennen vini. Lè Sen Lo te lage vòt li a, lakontantman te gaye tou patou. Fi kou gason te pran lari al banbile. Yon jounalis Izrayel te deklare se pi gwo dans « hora » (dans jwif) li janm wè nan vi l. Nan ka Lalibi a, Sen Lo fè yon bagay retsezi nan zafè diplomasi : Lafrans, Langletè, ak Litali te mare sosis yo pou depoze yon pwopozisyon pou ta divize Lalibi an myèt moso. Sen Lo kanpe li di pa gen sa pyès e li demonte agiman 3 peyi yo pakanpak. Kidonk pwopozisyon an te tonbe e Lalibi pa t divize. Yon jounalis franse ki t ap kouvri vòt la te si tèlman sezi li te deklare : «*Si bien parler est haitien, nous sommes tous haitiens.* » Poulapenn, gen yon gwo boulva nan Lalibi ki rele « Rue Haïti ».

Lè vaksin dekolonizasyon an t ap bouyi sou kontinan Afrik la, Ayiti te devan bann nan kòm majòjon.

Èske n te janm konnen ? Apre lendepandans anpil peyi afriken nan lane 1960 yo, Manman Lafrik te voye chache pwofesyonel ayisyen pou ede l met peyi l yo ovanmplanm ? Ayisyen te vide laba a pou pote konkou yo nan edikasyon ak administrasyon. Peyi afriken ki pale franse yo pa t vle lage keksyon edikasyon timoun k ap leve nan men blan franse atoufè. Yo te pito pran sa nan bon timamit nan men Ayiti ki te gen yon repitasyon fopaplis nan zafè edikasyon.

Èske n te janm konnen ? Kanada te frape pòt nou tou ? Depi lane 1950 yo jouk 1970 yo, Kebèk te louvri fwontyè l bay entelektyel ak pwofesyonel ayisyen. Lengwis e kritik ayisyen Robert Berrouët-Oriol te byen di l : « Nou menm ayisyen nou modènize Kebèk gras a konpetans nou, konesans pratik nou, talan nou, puisans kreyatif nan lopital, lekòl, endistri, finans, komès, inivèsite e rechèch. » [Tradiksyon nou]

Gad on peyi ! Wi, Ayiti se yon ti peyi. Men li kontkòl. Li pa janm sispann fè bagay enkonprenab. Wi, li enkonprenab ke ansyen esklav nèg nwè, malgre anpil ladan yo t ap kenbe silabè tètanba, ta ka imilye sou chan batay lame blan Napoleyon an—yon lame maton ki te pase nan tout kalte lagè epi t ap bat lòt peyi devan dèyè. Pa t gen pi gwo lawontèz pou ras blan yo, sitou blan rasis yo !

Nan fè wont sèvi kòlè, yo monte sou do Ayisyen, denigre ak dyabolize yo. Yo te lage blakawout sou tout bèl mèvèy nou fè pou zòt pa okouran. Youn nan blan rasis sa yo, Comte Arthur de Gobineau, pase ras nwa nan rizib ; msye te tabli l sou teyori yo rele « eugénisme » lan (ras plan siperyè) pou l te trete ras nwa kòm on ras enferyè parapò a ras blan an. Li te fè radiyès li pibliye sa nan yon liv ki rele De l'Inégalité des Races Humaines. Kòmkidire, ras kretyen vivan ta yon mach eskalye kote ras blan se premye mach epi ras nwa a ta dènye mach la. Woy, bonèt entelektyèl ayisyen yo chavire. Nèg yo fè koukourouy sou Gobineau. Yo di msye, seswa jamè ! Yo p ap pran sa nan men l.

Èske n te janm konnen ? An 1885, yon ayisyen save yo te rele Antenò Fimen (Anténor Firmin) ki te gen doktora nan antwopoloji te pati ak onbò Gobineau pou radiyès pèmèt sa a nan yon liv wòdpòt ki rele De l'Égalité des Races Humaines (Tout rasmoun egal ego) ? Li rale Gobineau l mete msye chita pou montre l keskelefrekan. Ak metòd lasyans li te demontre pa a plis b ke teyori « eugénisme » la se bobin, li pa chita sou anyen.

Yon lòt gwo save plimeyank, doktè Lwi Jozèf Janvye (Louis-Joseph Janvier) ki te chaje kouleba ak on valè gwo diplòm, te demantibile pakanpak agiman medizan malpalan ki te chita sou do ras nwa e t ap vèni l nan liv li te ekri an 1884 ki rele L'Égalité des Races.

An n fon chankre pou n wè Ayiti pa t pran zafè egalite ant ras pèp an jwèt. An 1893 te gen yon gwo kokenn espozisyon ki te layite kòl nan Chikago yo te rele « The 1893 World Fair ». Se te yon evenman kote gwo peyi vin taye banda, chante kantamwa, e montre bèl bagay yo fè lakay yo.

Èske n te janm konnen ? Paviyon ayisyen an nan espozisyon sa a te sèl prezans nwa nan mitan blan je vèt yo ? Prezidan Florvil Hyppolite (Mabyal) te vle Ayiti kanpe djanm egal ego, nasyonal nasyono ak tout lòt nasyon yo. Li te komisyone yon batisman ki te gen nen nan figi l. Lòt batisman yo pa t wete yon plim sou do Paviyon Ayisyen an. Si on jou nou ta pase nan Jackson Park (Chikago) nou ka wè anplasman kote Paviyon ayisyen (The Haitian Pavilion) an te kanpe a. Devine kiyès ki te nan delegasyon ayisyen an : Federick Douglass, yon gwo potanta meriken nwa ki avan sa te diplomat an Ayiti.

M ta manke lizay si m pa ta pale de doktè Jan Prays Mas (Jean Price-Mars) ak michan liv li te ekri an 1929 la ki rele Ainsi Parla l'Oncle (Pawòl Vye Granmoun). Msye te etnològ. Li te tanmen yon mouvman ki te pran jarèt nan tan sa a. Li te fè konprann ke sous pwoblèm nou se paske nou wont rasin afriken nou. Nou derefize aspete ke sèt dizyèm eritaj nou se afriken li ye. Poutètsa, li mande Ayisyen pou nou « retounen nan sous nou », ranmase eritaj afriken nou epi mete Manman Lafrik ak kilti li an valè. Mesaj sa a te blayi toupatou epi l te vin tankou on leman ki rasanble entelektyèl nwa tout kote. Se konsa ekriven endijenis ayisyen yo ak lòt tankou Langston Hughes (yon powèt meriken nwa ki te vizite Ayiti anpil fwa), Nicolas Guillen (nèg Kiba), Aimé Césaire (nèg matiniken), Léon-Gontran Damas (nèg Lagiyàn), Léopold Sédar Senghor avèk Cheik Anta Diop (tou de, nèg Senegal) te pike devan ak mesaj la e yo leve flanbo Negritid la disètotè. Se poutèt sa yo konsidere doktè Jan Prays Mas (Jean Price-Mars) kòm papa Negritid.

M ta vle fini gwo rale sa a ak kèk mo sou yon lòt ayisyen gason kanson ki, tankou ewo lendepandans yo, te fè yon bagay enkonprenab. M vle pale de Jan Batis Pwent DiSab (Jean-Baptiste Pointe DuSable), papa Chicago. S a k ta di yon nèg ki sòti Sen Domeng, peyi chalè, ta fonde youn nan kote ki pi frèt nan Etazini ? Sa k da di ke jenonm sa a ki te soti Sen Mak alaj de 25 an ta ka fonde, nan mwens ke 10 zan aprè l te debake, Chikago ki twazyèm vil Etazini, youn nan pi bèl vil sou planèt la, yon potomitan nan komès entènasyonal, e youn nan peyi touris plis visite ?

Mezanmi, sa n sot tande a se makfabrik Ayiti nou an. Kidonk pa gen tankou Ayiti Toma sou latè beni.

Etzer Cantave Tanbou

Une lettre ouverte à William Ruto



Pendant que vous étiez à la Maison Blanche, des Haïtiens manifestaient dans les rues et vous traitaient d'esclave. Connaissez-vous l'histoire d'Haïti?

Par Ngũgĩ wa Thiong'o*

Le président kenyan William Ruto joue le rôle d'un compradore facilitant la poursuite de la colonisation du Kenya et trahissant l'histoire révolutionnaire de son peuple.

Cher William Ruto,

Les images de votre récente visite d'État aux États-Unis ont été très troublantes pour moi et pour tous les patriotes kenyans.

Je vous ai vu assis sur une chaise, souriant, tandis que Biden se tenait derrière vous, le visage rayonnant de satisfaction. Pourquoi pas? Il venait d'annoncer que vous aviez signé votre bien-aimé Kenya pour en faire un allié non membre de l'OTAN.

En d'autres termes, vous aviez accepté de devenir le garçon de courses de l'OTAN dans la lutte des États-Unis contre la Russie et la Chine pour l'accès aux ressources du continent.

Ruto, savez-vous que l'OTAN a assassiné Mouammar Kadhafi, afin que les champs pétroliers libyens que Kadhafi avait nationalisés reviennent à l'Occident ? Kadhafi était autrefois président de l'Union africaine dont le Kenya était membre fondateur.

Mais cette autre image n'était pas moins inquiétante. Pendant que vous étiez à la Maison Blanche, des Haïtiens manifestaient dans les rues et vous traitaient d'esclave. Connaissez-vous l'histoire d'Haïti? Veuillez lire The Black Jacobins, le livre écrit par un ancien allié panafricain de Jomo Kenyatta, C L R James.

Haïti, aujourd'hui un État du peuple noir, était autrefois une colonie esclavagiste de la France. Mais dirigée par Toussaint Louverture, Haïti, la colonie la plus riche de son époque, combattit l'esclavage français et en 1804 elle s'empara de son indépendance. Aux États-Unis, l'esclavage était alors en plein essor. L'Amérique ne voulait pas que ses esclaves africains imitent Haïti, et elle n'a jamais pardonné cela à Haïti et c'est ainsi qu'a commencé l'histoire de la déstabilisation d'Haïti par l'Amérique.

Ruto, vois-tu l'ironie de tes actions ? Les États-Unis étaient à l'origine une colonie de colons reprenant les terres appartenant aux Amérindiens. En 1776, les colons blancs déclarèrent leur indépendance vis-à-vis de leur roi anglais. Mais les Amérindiens colonisés sont restés colonisés. Le Kenya était également une colonie britannique.

Les colons blancs voulaient avoir une indépendance similaire. Mais les Mau Mau dirigés par Dedan Kĩmathi les arrêtèrent. Des années plus tard, l'Algérie, la Rhodésie et l'Afrique du Sud suivront l'exemple du Kenya.

Ainsi, le pays que vous dirigez aujourd'hui a été le premier à mettre fin à la tendance historique des colons blancs à se revendiquer indépendants, comme en Amérique, au Canada, en Nouvelle-Zélande et en Australie.

Ruto, tu as choisi de trahir cette histoire de fierté.
Ruto, tu as choisi de devenir un agent de l'Occident ?
Ruto, tu as choisi de vendre ton pays à bas prix.
Pourquoi oh pourquoi?

Atlanta, Géorgie


Je vous ai vu assis sur une chaise, souriant, tandis que Biden se tenait derrière vous, le visage rayonnant de satisfaction

28 mai 2024

*Ngũgĩ wa Thiong'o est un auteur kenyan.

Ashe News 31mai 2024
Black Agenda Report
5 Juin 2024

Le feuilleton kenyan en Haïti !



Au centre, le chef de la police haïtienne, Frantz Elbé à Nairobi, au cours de la semaine du 15 décembre 2023 en vue de rencontrer les autorités kenyanes

Par Catherine Charlemagne

(10e partie)

La formation du nouveau cabinet ministériel intérimaire paraît plus compliquée que prévu pour le nouveau locataire de la Primature, Garry Conille, qui, d'ailleurs, a été victime le samedi 8 juin 2024 d'un malaise respiratoire. En attendant qu'il retrouve sa pleine capacité physique et politique à prendre en main la gestion de l'Administration publique du pays, ce qu'attend Washington avant de donner le feuvert du déploiement, nous continuons à vous raconter l'histoire de ce feuilleton kenyan en Haïti. Pendant que le gouvernement américain, à travers sa Représentante aux Nations-Unies, Linda Thomas-Greenfield, continue de mobiliser ses alliés pour la mission, le chef de la police haïtienne, Frantz Elbé, s'était rendu à Nairobi accompagné d'une forte délégation composée de fonctionnaires du ministère de la Justice et de la Sécurité Publique et d'autres hauts gradés de la Direction générale de la PNH au cours de la semaine du 15 décembre 2023 en vue de rencontrer les autorités kenyanes.

Durant ce déplacement dans la capitale kenyane, Frantz Elbé et sa délégation ont visité un ensemble d'infrastructures policières du pays, notamment le Centre de Commandement Tactique des Services de Police Administrative du Kenya. Au cours de son séjour, le Directeur général de la PNH a eu des entretiens avec son homologue kenyan et son adjoint aussi bien qu'avec l'Inspecteur général de la Police Administrative dans le but de coordonner sur les points techniques la Mission Multinationale d'Appui à la Sécurité en Haïti (MMAS). En fait, au cours de ce séjour, la Délégation haïtienne n'était pas seule à Nairobi pour rencontrer les autorités et finaliser les détails techniques de la mission.

Les officiels haïtiens étaient en compagnie d'autres officiels étrangers, entre autres américains et jamaïcains, qui ont tenu une Conférence durant deux jours (14 et 15) décembre 2023 sur le déroulé de la mission d'après la Résolution 2699 du Conseil de sécurité des Nations-Unies. En conclusion de cette Conférence réunissant les quatre premiers pays concernés - Etats-Unis, Haïti, Kenya et Jamaïque - les promoteurs de la mission avaient souligné, dans un communiqué commun, plusieurs points « *L'importance des partenariats régionaux pour assurer le succès de la mission. Saluer la contribution de la CARICOM dirigée par la Jamaïque pour son rôle dans la planification et le pré-déploiement.*

Nécessité d'une formation préalable au déploiement et aux mécanismes de responsabilisation solides pour garantir le respect des droits de l'homme, la protection des groupes vulnérables et la promotion de l'État de droit. Appelle la Communauté internationale à fournir des contributions financières, des équipements et un soutien logistique essentiels à la mission MMAS. Considérant que la création d'un fonds d'affectation spéciale par les Nations-Unies facilitera la collecte des contributions des donateurs. » Nous étions donc fin décembre 2023. Si les préparatifs pour l'intervention se poursuivaient de part et d'autre de l'Atlantique, n'empêche que tous les yeux étaient tournés vers la Haute Cour de justice du Kenya qui devrait déterminer en date du 26 janvier 2024 si le déploiement des forces kenyanes n'était pas contraire à la Constitution du pays suite à la plainte déposée par l'avocat Ekuru Aukot, chef de l'opposition kenyane et ancien candidat à la présidence de son pays.

Tandis que la presse kenyane, notamment *The Star* généralement bien renseigné, laissait entendre que les policiers qui seraient déployés en Haïti viendraient principalement des unités spécialisées. Et le journal citait des « *Unités de déploiement rapide, des forces Anti-vol, des Services généraux et Patrouille des Frontières et ces policiers seront équipés de fusils d'assaut AK-47 (Kalachnikov)* » d'après *The Star*. Le 5 janvier 2024, c'est un Rapport de l'Organisation Non Gouvernementale ICG (International Crisis Group) domiciliée en Belgique qui mettait en garde le Président kenyan, William Ruto, sur l'aspect dangereux de cette mission pour les policiers kenyans qui seront déployés en Haïti, particulièrement à Port-au-Prince où, selon l'ONG internationale, plus de 300 gangs contrôlent 80% de la capitale.

D'après le Rapport, « *Les policiers kenyans risquent de faire face à d'importants défis opérationnels, car les liens entre des policiers haïtiens corrompus, des politiciens et les groupes armés pourraient rendre difficile le maintien du secret opérationnel, et favoriser de changement d'allégeance des gangs qui crée la possibilité d'un front uni contre la mission. Les forces étrangères se heurteront à des obstacles opérationnels majeurs lorsqu'elles chercheront à affaiblir l'emprise des gangs en Haïti. Avec une mission prévue avec un effectif de 2 500 à 5 000 personnes dont toutes ne seront pas des officiers impliqués directement dans des opérations de maintien de l'ordre. Des sources indiquent à Crisis Group que si les gangs perçoivent la force kényane comme mal équipée ou mal formée et donc susceptible d'être mise en déroute, ils n'hésiteront pas à l'attaquer.* »

Comme une prémonition, l'International Crisis Group avait vu venir la réunification des gangs qui allait se former un mois plus tard avec la constitution du mouvement « *Vivre ensemble* » dirigé par l'ancien policier Jimmy Chérizier (Barbecue) qui, en grande partie, a précipité la chute du Premier ministre Ariel Henry. Son de cloche un peu nuancé de la part du Centre d'Etudes Politiques et Diplomatiques (CEPOD) d'Haïti qui a réalisé un sondage pour le compte de la Mission Multinationale d'Appui à la Sécurité en Haïti entre le 10 novembre et le 10 décembre 2023. Sans surprise, l'opinion est partagée sur la capacité réelle de la mission à rétablir la paix et à combattre les groupes armés. « *Près de 35 % de ces citoyens sondés estiment que la Mission Multinationale de Soutien à la Sécurité en Haïti aidera à résoudre partiellement le problème d'insécurité, tandis que 27 % croient que cette solution sera à moyen terme et 38 % pensent que cette solution peut être durable.*

Cependant, ils estiment tous qu'il est de la responsabilité des acteurs de résoudre la crise politique afin de rétablir un climat de paix dans le pays. Que ce soit du côté gouvernemental, du Secteur privé des affaires, des cadres de la Société civile, il n'y a pas de proposition réelle pour la mission. Nous proposons les résultats de ce sondage comme des indicateurs susceptibles d'orienter les actions des décideurs nationaux et internationaux dans le cadre du déploiement éventuel de la mission étrangère » admet le Président du CEPOD, Jean Jules Desaugustes. D'autre part, invité à l'émission Panel Magik sur radio *Magik9* le mercredi 10 janvier 2024 afin de commenter le résultat du sondage du Centre d'Etudes Politiques et Diplomatiques et donner son avis sur la mission qui était en cours de préparation, Ricardo Germain, spécialiste en études stratégiques, sécurité et politique de défense a estimé que « *Les chiffres de ce sondage nous permettent de comprendre que cette mission n'a pas carte blanche car la position de la société demeure très mitigée, donc à n'importe quel moment il peut y avoir une mauvaise appréhension de ce qui se passe sur le terrain* ».

En outre, ce spécialiste de la sécurité et de stratégie doute que l'effectif prévu serait capable de contenir les multitudes de gangs qui occupent le territoire vue l'armement dont disposent ces groupes armés. « *Quand on parle de cinq mille policiers pour relever le défi sécuritaire d'Haïti actuellement, je dois avouer que je suis perplexe. Même si on additionne l'effectif prévu pour la mission avec ceux de la Police nationale d'Haïti et des Forces Armées d'Haïti, il ne sera pas suffisant pour résoudre la crise sécuritaire, d'autant que les groupes criminels sont dans une posture de défense. À titre de comparaison, la MINUSTAH avait plus de dix mille militaires. Il n'y avait pas eu à l'époque autant de groupes armés. Le problème n'était pas aussi complexe que celui d'aujourd'hui. La mission a quand même eu du fil à retordre pour rétablir le climat sécuritaire. Aujourd'hui, il y a beaucoup plus de groupes criminels avec un arsenal beaucoup plus important* » soutient Ricardo Germain sur le radio *Magig9* le 10 janvier 2024. Le 18 janvier 2024, lors d'une réunion organisée par le Comité ad hoc consultatif restreint sur Haïti, à Paris, c'est Maria Isabel Salvador, la Représentante spéciale en Haïti, du Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, qui était invitée.

A la fois cheffe du Bureau Intégré des Nations-Unies en Haïti



L'avocat Ekuru Aukot, chef de l'opposition kenyane et ancien candidat à la présidence de son pays

(BINUH), elle avait pris la parole sur l'absence de consensus entre les acteurs politiques haïtiens sur la venue des forces militaires multinationales en Haïti. Invitée par l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) dans la capitale française afin de faire le point sur la situation haïtienne et donner un compte rendu du travail du BINUH et sur sa mission en Haïti devant le Comité ad hoc, Maria Isabel Salvador avait été catégorique sur les débats ayant cours à Port-au-Prince entre les protagonistes de la crise et de la Transition. Pour elle, il était hors de question d'attendre un accord entre les acteurs politiques avant le déploiement de la mission.

Avant de donner un bilan de ce que la Communauté internationale a apporté à la police haïtienne, elle tenait à dire « *Bien qu'idéalement un accord politique sur la voie à suivre devrait être en place, ce n'est pas nécessairement une condition préalable pour le déploiement de la MMAS. Bien sûr, plus tôt un accord sera conclu, plus rapidement nous pourrons avancer vers la réalisation de toutes les étapes nécessaires en vue des élections.* » Maria Isabel Salvador, après une longue énumération de l'aide apportée à la police haïtienne par son organisme et le reste de la Communauté internationale dans le cadre de ce déploiement conduit par le Kenya, avait déclaré « Grâce aux donateurs multilatéraux et aux conseils techniques du BINUH, des moyens de transport, du matériel de bureau, du matériel d'enquête a été fourni à la PNH. D'autre part, plus de 400 agents de la Police nationale haïtienne ont reçu des formations dans divers domaines pour renforcer leurs capacités.

La rénovation et l'équipement de l'École Nationale de Police (ENP) pour de nouvelles recrues et des instructeurs de police, afin de faciliter la réalisation des cours de formation nécessaires ; le renforcement de l'unité de vérification de l'Inspection générale de la PNH pour faciliter le processus de vérification des policiers et du personnel administratif. L'accroissement de la mobilité de la PNH grâce à la livraison de 20 véhicules de patrouille non blindés et 250 motos achetés par le biais du programme conjoint géré par le Programme des Nations-Unies pour le développement PNUD ; la formation d'environ 135 policiers de l'Unité temporaire antigang (UTAG) grâce à des efforts collectifs de la France et des États-Unis ». Mais, très rapidement, elle était revenue sur le dossier qui l'intéressait le plus : la Mission Multinationale d'Appui à la Sécurité (MMAS).

D'emblée, elle annonçait qu'elle avait créé depuis décembre 2023 un organisme en prévision de l'arrivée en Haïti de la MMAS qui préconise l'« *Obligation d'une coordination étroite entre celui-ci et d'autres parties prenantes qui appuient la PNH. Cette cellule spéciale intègrera les experts de la Mission Multinationale d'Appui à la Sécurité afin d'assurer la cohérence des actions en lien avec la stratégie de l'accès des acteurs humanitaires et dans la promotion des principes humanitaires et de protection des populations, dans le cadre de la préparation et de la réponse aux crises humanitaires et de la préservation de l'espace humanitaire* » indiquait-elle à Paris le 18 janvier 2024 lors de la réunion de l'OIF sur Haïti. Tandis que les représentants des Etats-Unis, de l'OEA et de la France reprenaient en cœur le discours selon lequel « *on ne remplacera pas une transition par une transition* », ce qui était une forme de soutien tacite au Premier ministre Ariel Henry contre qui des appels à la démission se multipliaient en Haïti.

Par ailleurs, à New-York, les manœuvres se poursuivaient pour le déploiement. C'est un quarteron de diplomates qui était chargé de faire monter la pression sur les Etats membres. Le jeudi 25 janvier 2024, le Représentant du Kenya aux Nations-Unies, l'ambassadeur Martin Kimani, avait pris la parole à une réunion d'information du Conseil de sécurité sur la crise en Haïti. Il annonçait que son gouvernement attendait la décision de la Cour suprême qui tranchera le 26 sur l'action en justice contre le déploiement des troupes kenyanes à l'extérieur. Le diplomate laissait entendre que « *Mon gouvernement a fait* des progrès notoires dans la phase préparatoire *de la mission.*

L'emploi de la force, la formation, la mise en place du fonds fiduciaire, entre autres sujets, ont été abordés lors de réunions

suite à la page(16)

New PM Garry Conille Names his Government's Ministers



Garry Conille, Prime Minister and Interior Minister.

by Kim Ives

Garry Conille, whom the Transitional Presidential Council (TPC) appointed as transitional Prime Minister on May 28, named his TPC-approved ministers on Jun. 11, and the list does not inspire confidence. One could expect nothing more from a government which Washington essentially controls.

Conille, who previously served as President Michel Martelly's head of government from October 2011 to February 2012, retained the all-important post of Minister of the Interior and Territorial Communities, while the post of Defense Minister went to **Jean Marc Berthier Antoine**, who until recently lived and worked as an educator in Canada.

One of the more troubling appointments was that of **Carlos Hercule**, Conille's personal attorney, to be Minister of Justice and Public Security, overseeing the nation's crumbling, corrupt judiciary and the Haitian National Police (PNH).

"Hercule came with my lawyer, Mario Beauvoir, in October 2013 to visit me in the prison where I was being held at that time in Arcahaie," former detainee Sherlson Sanon told *Haïti Liberté*. Sanon claims that, in early 2013, human rights figure Pierre Espérance tricked him into signing a false confession that he was a child soldier, for which he spent 10 years behind bars without a jury trial. A court freed him in January 2023. Sanon has held numerous press conferences and radio and television interviews since his release to denounce Espérance and demand justice for his unjust imprisonment.

"Hercule was representing Jacques Junior Khawly and Joël André Khawly, who were also implicated in the fake story that Espérance had concocted," Sanon said. "He told me, 'Sherlson, I know that you are innocent, and I will work to get you freed, but to do so, I have to get the Khawly brothers in jail. I need you to say that you worked for them selling drugs so that they are arrested.' I said to Hercule that, first, it wasn't true, and, second, I would be incriminating myself. He told me not to worry about that, he would take care of it."



Dominique Dupuy, Foreign Minister and Minister of Haitians Living Abroad

"I believe that the reason he was trying to put his own clients behind bars was so that he could make more money off of them," Sanon explained, when asked. "This experience leads me to believe that Hercule is unscrupulous and corrupt, so his appointment as Justice Minister is not auspicious."

Haïti Liberté tried to reach Carlos Hercule for comment but could not reach him at press time.

Another appointment is that of **Antoine "Tintin" Augustin** to two posts as Minister of National Education and Professional Training and Minister of Culture and Communication.



Carlos Hercule, Justice Minister



Antoine Augustin, Education Minister and Culture Minister

In the late 1980s, Augustin came up through the ranks of the National Popular Assembly (APN) headed by Benjamin Dupuy, one of Haiti's foremost communist leaders. During President Jean-Bertrand Aristide's first eight months in office, he served as chief-of-staff of Information Minister Marie-Laurence Lassègue and was almost killed in the Sep. 30, 1991 coup d'état. He later went on to work as a professor at the State University of Haiti.

"Tintin" retained occasional contact and communication with his former APN comrades, but in recent years became more distant as he integrated into the framework of the Montana Accord, which his former comrades frowned on.

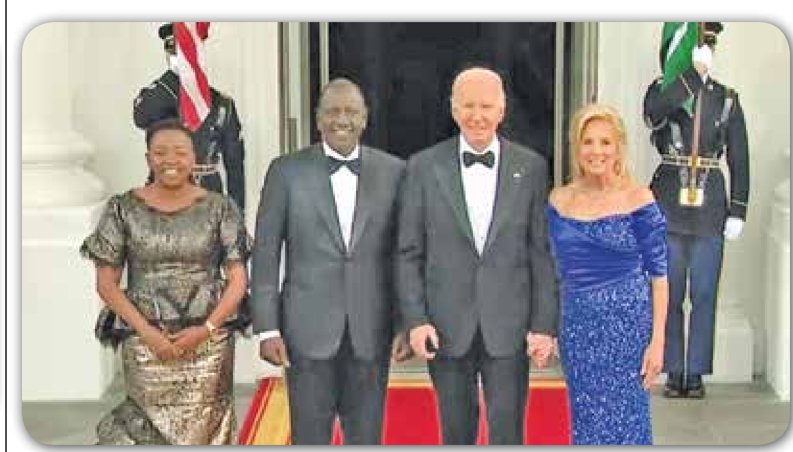
However, when the Montana Accord completely surrendered to become part of the Washington-concocted TCP and endorsed a third foreign military occupation of Haiti, that was a bridge too far. Now that Augustin has joined a government which is the equivalent of that of Sudre Dartiguenave, the puppet president who served and was guarded by the U.S. Marines in 1915, former comrades can only shake their heads in disgust at his complete abandonment of any anti-imperialist principles.

Dominique Dupuy, 34, was also given two portfolios: that of Foreign Minister as well as Minister of Haitians Living Abroad. Recently Haiti's Ambassador to UNESCO, Dupuy was the original TCP nominee of the RED/EDE sector but resigned in March, citing "unfounded political attacks against me and the threats on my life." She may find that her new post will also become a hot-seat.

Meanwhile **Ketleen Florestal** was appointed Minister of Economy and Finance as well as Minister of Planning and External Cooperation. **Vernet Joseph** became Minister of Agriculture. Natural Resources and Rural Development, while **Raphaël Hosty** will become Minister of Public Works, Transport, and Communications. **James Monazard** was appointed Minister of Commerce and Industry as well as Tourism Minister. **Moïse Jean-Pierre Fils** is now Environment Minister while **Georges Wilbert Franck** is Minister of Social Affairs and Labor. **Georges Fils Brignol** will act as Minister of Public Health and Population, **Marie Françoise Suzan** is Minister of Women's Status and Women's Rights, and **Niola Lynn Sarah Devalis Octavius** will be Minister of Youth, Sports and Civic Action.

We will publish more about these other ministers as we learn more about their backgrounds. They, by and large, are not well-known in Haiti or its diaspora.

An Open Letter to Kenyan President William Ruto



Kenyan President William Ruto and U.S. President Joe Biden, with their wives, meeting at the White House before a state dinner on May 23, 2024.

by Ngugi wa Thiong'o

Dear William Ruto,

The images of your recent State visit to the USA were very disturbing to me and to every patriotic Kenyan.

I saw you seated on a chair, grinning, while Biden stood behind you, his face beaming with satisfaction. Why not? He had just announced that you had signed off our beloved Kenya to make it a non-member ally of NATO.

In other words, you had agreed to become NATO's errand boy in America's struggle with Russia and China for access to resources of the continent.

Ruto, do you know that NATO, murdered Muammar Gaddafi, so that Libyan oil-fields which Gaddafi had nationalized, would revert to the West? Gaddafi was once the chairman of the African Union of which Kenya was a founding member.

But this other picture was no less disturbing. While you were inside the White House, Haitians were in the streets demonstrating, calling you a slave. Do you know the history of Haiti? Please read The Black Jacobins the book written by a once Jomo Kenyatta Pan-African ally, C L R James.

Haiti, now a Black people's State, used to be a slave colony of France. But led by Toussaint Louverture, Haiti, the richest colony of its time, fought French slavery and in 1804 it seized its independence. In the USA slavery was then in full bloom. America did not want its African slaves to emulate Haiti, and it has never forgiven Haiti for that and thus began the story of America's destabilization of Haiti.

Ruto do you see the irony of your actions? The USA, was originally a settler colony taking over the land that belonged to Native Americans. In 1776 The White settlers declared their independence from their English King. But the colonized Native Americans remained colonized. Kenya was equally a British settler colony.

The white settlers wanted to have a similar kind of Independence. But the Mau Mau led by Dedan Kimathi stopped them. Years later, Algeria, Rhodesia and South Africa would follow the example of Kenya.

Thus the country you now lead, was the first to stop the historical trend of white settlers claiming themselves independent as in America, Canada, New Zealand and Australia.

Ruto, you have chosen to betray that history of Pride.

Ruto, you have chosen to become an agent of the West?

Ruto, you have chosen to sell your country cheap.

Why, oh, Why?

Ngugi wa Thiong'o
Atlanta, Georgia
May 28, 2024

Originally published in AsheNews. Ngugi wa Thiong'o is a Kenyan author and academic, who has been described as "East Africa's leading novelist." His work includes novels, plays, short stories, and essays, ranging from literary and social criticism to children's literature.


Toward a brighter future.
As we commemorate Juneteenth, our associates reflect on the historic significance of this day. Watch as they share their hopes for the next generation and a more inclusive tomorrow.
See their stories at publix.com/juneteenth.
"On Juneteenth, I would like to see the youth acknowledge the history and remember that they have a reason to celebrate. They can find their own way, create their own path in life, not be limited or directed. If they want to pursue anything, they can, and that's freedom and independence."
Bruce McCants
Supervisor, Lakeland Distribution, Low Velocity
®
10x13.5"

La marche de la « Nouvelle Calédonie » vers la Kanaky indépendante



Des indépendantistes manifestent contre l'élargissement du corps électoral pour les prochaines élections provinciales en Nouvelle-Calédonie, à Nouméa, le 13 avril 2024.



La paix en Kanaky c'est l'indépendance !



L'impérialisme français s'entête vainement à maintenir coûte que coûte ses dernières colonies dont la Kanaky dans la prison coloniale

Par Diagne Fodé Roland

La France coloniale montre encore une fois qu'elle n'a pas de parole, qu'elle n'est pas digne de confiance. Son Assemblée nationale vient de voter le reniement de l'engagement pris en 1988 par les *« accords de Nouméa »* que « seules *les personnes inscrites sur les listes électorales avant la date de signature des accords de Nouméa en 1998 et leurs descendants pouvaient voter au référendum d'autodétermination »*. En effet la nouvelle *« loi sur le dégel du corps électoral »* accorde « le droit de vote pour le référendum d'autodétermination aux colons européens non nés sur le territoire kanak ». Le communiste Bertolt Brecht disait : *« Puisque le peuple vote contre le Gouvernement, il faut dissoudre le peuple et le remplacer »*. C'est ce que nous avons appelé un génocide par substitution que l'impérialisme colonial français poursuit aussi en Martinique, Guadeloupe et Guyane.

L'annexion coloniale française avait dès 1853 pris la forme d'une colonisation de peuplement dont l'objectif incessant et permanent est la minorisation dans leur propre pays, à défaut de la disparition ou quasi-disparition génocidaire à la manière étatsunienne des Amérindiens, des Kanaks. Ainsi de 100.000 habitants en 1800, la population autochtone est réduite un siècle plus tard à 40.000, puis en 1920 à 27.000 conséquence de la « pacification » par les massacres de masse et une prime à chaque soldats français ramenant des paires d'oreilles puis une tête de Kanak. Le nazisme colonial par l'obtention lors du génocide *« en 1917… la prime était de 20 F pour un prisonnier et de 25 F pour un mélanésien mort! »*.

La révolte en 1988 s'était conclue par le massacre de la grotte d'Ouvéa se soldant par la mort de 19 militants kanaks et de deux militaires français. Comme les vrais *« pères des indépendances africaines »*, les leaders Kanaks indépendantistes assassinés par l'ordre colonial sont Jean-Marie Tjibaou et Eloi Machoro.

Comme l'écrit mon camarade Algérien Saïd Bouamama *« Alors que la Kanaky est inscrite par l'Organisation des Nations-Unies sur la liste des territoires à décoloniser depuis 1946 et que la France est annuellement épinglée pour son refus de respecter le droit à l'autodétermination du peuple kanak, l'État français tente par cette nouvelle manœuvre coloniale d'enterrer définitivement la perspective d'une Kanaky indépendante »*.

Voilà pourquoi le sang coule à nouveau en Kanaky avec l'envoi de renforts militaires, des forces spéciales du GIGN ou du RAID qui répriment sauvagement la révolte populaire indépendantiste.

L'occident impérialiste hégémonique unipolaire séculaire barbare est en déclin face à l'exigence souverainiste des puissances émergentes porteuses d'un monde multipolaire (BRICS). En décadence, l'occident et la France impérialiste de plus en plus fascisants refusent par les guerres d'agressions, les sanctions et la répression coloniale le droit à l'indépendance des peuples, et nations. Cette fascisation est illustrée par la nature intrinsèquement répressive de la « démocratie » bourgeoise devenue à l'époque le capitalisme à son stade suprême l'impérialisme comme le dit Lénine à l'intérieur avec les mains et les yeux arrachés des Gilets Jaunes, les 49/3 soumettant le pouvoir Législatif au pouvoir Exécutif, les traitements inhumains fait au sans papiers, les interdictions et judiciarisation de la solidarité avec la Palestine génocidée, etc. Elle est illustrée aussi par la complicité totale des USA/OTAN/UE avec le fascisme colonial sioniste israélien qui commet depuis 1948 des crimes contre l'humanité et des épurations ethniques et religieuses en Palestine et aujourd'hui un génocide à Gaza.

L'impérialisme français s'entête vainement à maintenir coûte que coûte ses dernières colonies dont la Kanaky dans la prison coloniale pour continuer :

- à piller le nickel dont 10 % de la superficie du territoire en contient, soit 20 % des réserves mondiales prouvées, voire 40 % des réserves estimées pour les plus optimistes et qui produit 7.5 millions de tonnes de minerai brut extraites chaque année et 45 000 tonnes de ferro-nickel transformées, 9 % de la production de la planète, soit le 5e rang mondial ;
- à posséder la zone économique exclusive qui fait que d'une superficie de dix-huit mille cinq cents kilomètres carrés, la Kanaky dispose d'une zone maritime d' un million sept cent quarante milles kilomètre carré.
- à s'accaparer du sous-sol de cette zone décrite comme un sous-sol marin recelant des métaux rares, de cobalt et de manganèse, d'hydrocarbures ;
- à maintenir une présence géostratégique contributive de l'impérialisme français à la stratégie d'encerclement de la Chine communiste populaire par les USA/OTAN.

Cette nouvelle révolte populaire indépendantiste en Kanaky est annonciatrice du début de la fin de ce qui reste encore de l'empire colonial français en attendant que s'y mettent les Antilles et Mayotte qui doit retourner dans la patrie comorienne.

L'Afrique passée du colonialisme au néo-colonialisme prend aussi le chemin de la fin de la françafrique.

La solidarité anti-coloniale et anti-néocoloniale des peuples opprimés d'Afrique, des océans pacifique et atlantique est une exigence stratégique qui doit rencontrer la solidarité des internationalistes de France, d'Europe et des USA.

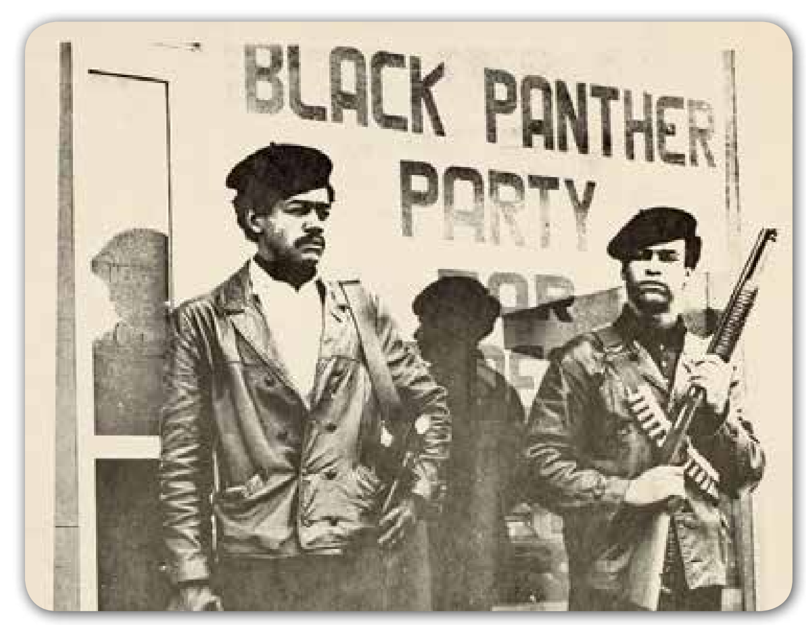
La Chine communiste populaire, la Corée du nord, le Vietnam, Cuba, l'Algérie, la Namibie, le Zimbabwe, l'Angola/Mozambique/Guinée-Cap-Vert/ l'Afrique du Sud ont vaincu, Palestine vivra !

09 juin 2024



La Nouvelle-Calédonie et la lutte du peuple kanak

Black Panthers : le pouvoir au peuple



Le président national du Black Panther Party, Bobby Seale (à gauche) et le ministre de la Défense, Huey P. Newton, debout devant le siège du Black Panther Party, Oakland, Californie, vers 2001. 1971.



En ce 11 décembre 1969, photo d'archive, des manifestants protestent sur les marches de l'hôtel de ville de Los Angeles contre les descentes de police au siège des Black Panther. (Photo AP/Wally Fong, dossier)

Par Bobby Seale

Ce texte de Bobby Seale, cofondateur du Black Panther Party, est tiré de son ouvrage Seize The Time : The Story of the Black Panther Party, paru en 1970. Nous traduisons l'un des chapitres dans son intégralité. Le militant afro-américain, coauteur du programme en 10 points de l'organisation antiraciste, y propose d'articuler la lutte contre la domination blanche à l'émancipation révolutionnaire socialiste — ce qu'il nomme « une lutte des classes et non une lutte des races », tout entière dirigée contre la minorité possédante au pouvoir.

Le Black Panther Party n'est pas une organisation noire raciste, ni même une organisation raciste tout court. Nous comprenons d'où vient le racisme. Notre ministre de la Défense, Huey P. Newton, nous a appris à comprendre que nous devions nous opposer à toutes les sortes de racisme. Le parti comprend la pénétration du racisme dans une importante part de l'Amérique blanche et il comprend que les petits cultes qui jaillissent de temps à autre dans la communauté noire ont essentiellement une philosophie noire raciste. Le Black Panther Party ne s'abaisserait pas au niveau pestilentiel d'un Ku Klux Klan, d'un suprémaciste blanc, ou à celui des organisations prétendument « patriotiques » de citoyens blancs qui haïssent les personnes noires pour la couleur de leur peau. Bien que certaines de ces organisations de citoyens blancs se dresseront pour dire « *Oh, nous ne haïssons pas les personnes noires. C'est juste que nous n'allons pas laisser les Noirs faire ceci et nous n'allons pas laisser les Noirs faire cela.* » C'est une pitoyable démagogie dont la base est le vieux racisme qui rend tout tabou — en particulier le corps. L'esprit de l'homme noir a été dépouillé par l'environnement social, celui, décadent, auquel il a été soumis pendant l'esclavage et les années qui suivirent la soi-disant Proclamation d'émancipation.

« *L'esprit de l'homme noir a été dépouillé par l'environnement social, celui, décadent, auquel il a été soumis pendant l'esclavage.* »

Les Noirs, les Hispaniques, les Chinois et les Vietnamiens sont traités de bridés, de bougnoules1, de nègres ou autres noms méprisants. Ce que le Black Panther Party a fait en substance, c'est d'appeler à une alliance, à une coalition entre tous les peuples et toutes les organisations qui veulent se mobiliser contre les structures du pouvoir. Ce sont les structures du pouvoir, les porcs, ceux qui ont pillé le peuple ; l'élite dominante, avare et démagogique, dont la flicaille n'est que le bras armé voué à perpétuer leur vieille escroquerie. À l'ère de l'impérialisme capitaliste mondialisé, avec cet impérialisme qui se manifeste ici aussi, en Amérique, contre beaucoup de peuples, nous trouvons qu'il est nécessaire, en tant qu'êtres humains, de s'opposer aux idées fausses du moment — telles que l'intégration. Si les gens veulent s'intégrer — et j'imagine qu'ils le feront d'ici 50 ou 100 ans —, c'est leur affaire. Mais, pour l'instant, nous faisons face au système d'une classe dirigeante qui entretient et utilise le racisme comme une clé pour maintenir son exploitation capitaliste.

Ce système utilise certains Noirs — ceux qui, surtout, sortent des hautes écoles et du système de la classe des élites —, parce qu'ils ont tendance à se ruer vers le racisme anti-noir, similaire au racisme du Ku Klux Klan ou des groupes de citoyens blancs. Il est évident qu'en essayant de combattre le feu par le feu, il y aura de nombreux incendies. Le meilleur moyen de combattre le feu, c'est l'eau, parce que l'eau éteint le feu. Ici, l'eau, c'est la solidarité du droit des peuples à se défendre eux-mêmes, ensemble, contre un monstre vicieux. Ce qui est bon pour lui ne peut pas être bon pour nous. Ce qui est bon pour le système capitaliste de la classe dominante ne peut pas être bon pour les masses du peuple. Nous, le Black Panther Party, nous nous voyons comme une nation au sein d'une nation, mais pas pour une raison raciste. Nous voyons cela comme une nécessité pour pouvoir progresser comme êtres humains et pour pouvoir vivre sur Terre aux côtés d'autres peuples. Nous ne combattons pas le racisme avec le racisme. Nous combattons le racisme avec la solidarité. Nous ne combattons pas le capitalisme débridé avec un capitalisme noir. Nous combattons le capitalisme avec un socialisme fondamental. Et nous ne combattons pas l'impérialisme avec plus d'impérialisme. Nous combattons l'impérialisme avec l'internationalisme prolétarien.

Ces principes sont très fonctionnels pour le parti. Ils sont très concrets, humanistes et nécessaires. Ils devraient être compris par les masses du peuple. Nous n'utilisons pas nos revolvers, nous n'avons jamais utilisé nos revolvers pour aller dans la communauté blanche pour abattre des Blancs. Nous nous défendons seulement contre quiconque — qu'il soit noir, bleu, vert ou rouge — nous attaque de manière injuste et essaie de nous assassiner et de nous tuer parce que nous mettons en œuvre nos programmes. Au bout du compte, je pense que l'on peut voir de nos pratiques antérieures que nous ne sommes pas une organisation raciste, mais un parti révolutionnaire très progressiste.

« *Les ouvriers de toutes les couleurs doivent s'unir contre la classe dirigeante qui exploite et opprime.* »

Ceux qui veulent obscurcir la lutte avec des différences ethniques sont ceux qui aident et maintiennent l'exploitation des masses : les Blancs pauvres, les Noirs, les Bruns et les Indiens peaux-rouges pauvres, les Chinois et Japonais pauvres, et les travailleurs en général. Le racisme et les différences ethniques permettent à la structure du pouvoir d'exploiter les masses des travailleurs dans ce pays parce que c'est la clé par laquelle ils maintiennent leur contrôle. L'objectif de la structure du pouvoir, c'est de diviser les peuples et de les conquérir. C'est la classe dominante, la toute petite minorité, les quelques porcs et rats avares et démagogiques qui contrôlent et infestent le gouvernement. La classe dirigeante et ses chiens de garde, ses laquais, ses lécheurs de botte, ses bons nègres et ses racistes noirs, ses nationalistes culturels — ils sont tous les valets de la classe au pouvoir.

Ce sont eux qui aident à maintenir et soutenir la structure du pouvoir en perpétuant leur attitude raciste et en utilisant le racisme comme un moyen pour diviser le peuple. Mais c'est réellement la classe dirigeante — qui est minoritaire — qui domine, exploite et opprime les travailleurs et les ouvriers. Nous sommes tous de la classe des travailleurs, que l'on soit employé ou au chômage, et notre unité doit se fonder sur les nécessités pratiques de la vie, de la liberté, de la poursuite du bonheur, si cela a du sens pour qui que ce soit. Cela doit reposer sur des choses pratiques telles que la survie du peuple et le droit des peuples à l'autodétermination, à faire disparaître les problèmes qui existent. Donc, en substance, il ne s'agit pas de lutte des races. Nous éduquons rapidement les gens à cela. Selon nous, c'est une lutte des classes entre la massive classe ouvrière prolétarienne et la petite minorité qu'est la classe dirigeante. Les ouvriers de toutes les couleurs doivent s'unir contre la classe dirigeante qui exploite et opprime. Donc, laissez-moi insister de nouveau — nous croyons que notre combat est une lutte des classes et non une lutte des races.

Texte traduit, de l'anglais, par Cihan Gunes, Walden Dostoievski, Maude Morrison et Sira Camara.

La formule « gooks and spicks », dans le texte original, fait référence à des insultes racistes utilisées aux États-Unis à l'encontre des populations asiatiques et latino-américaines.

Ballast 28 décembre 2015

La solidarité dominicaine avec le peuple palestinien est présente !





Des travailleurs et étudiants dominicains en solidarité avec le peuple palestinien

Par La voix des travailleurs

Dans le cadre du grand mouvement international de solidarité avec le peuple palestinien, qui s'est accompagné de grèves, de boycotts et de manifestations étudiantes à travers le monde, un activisme naissant s'est également développé en République Dominicaine, qui s'est notamment traduit par des déclarations et des mobilisations à Saint-Domingue et à San Francisco de Macorís par des organisations populaires et de gauche.

Des professeurs de l'UASD et de son syndicat, le FAPROUASD, se sont prononcés contre le génocide sioniste ; des forums et des discussions ont également eu lieu dans la capitale et à Santiago. Dans ce cadre, du 13 au 16 mai ont eu lieu des journées de solidarité avec le peuple palestinien, animées par les organisations étudiantes de gauche de l'UASD, avec la participation de la Fédération des étudiants dominicains, FELABEL, FEFLAS, FJD et du Mouvement Socialiste des Travailleurs. (MST), entre autres organisations, ainsi que des militants indépendants.

Dans le feu de ces activités, un mouvement dominicain de solidarité avec la Palestine s'est construit. Le samedi 1er juin, un rassemblement a eu lieu au Parque Colón à Saint-Domingue, convoqué par des militants indépendants, une semaine après le huitième mois de l'offensive génocidaire sioniste contre le peuple palestinien à Gaza, avec la participation d'organisations sociales et religieuses à partir de la gauche. Les organisateurs ont souligné l'hommage aux mères et aux enfants palestiniens qui ont été les principales victimes du fascisme israélien, soit plus de la moitié des quelque 40 000 personnes assassinées. Un grand nombre de garçons et de filles sont également devenus orphelins à la suite des attaques aveugles du sionisme. Les militants ont également exigé la rupture des relations diplomatiques et économiques avec Israël et la fin du contrat illégal du gouvernement Abinader avec la société sioniste Mekorot pour concevoir la gestion de l'eau en République dominicaine.

Mouvement socialiste des travailleurs de la République dominicaine 4 Juin 2024

L'Occident Malade de son Portefeuille



La guerre en Ukraine symptôme d'un Occident malade

Par André Charlier

Certain auteur à succès avait proclamé, après le cataclysme que fut la désintégration de l'Union Soviétique, "la fin de l'Histoire." Qu'est-ce qui est arrivé? L'Histoire lui est passée dessus, et son histoire s'est révélée un conte à dormir debout.

Les faits se moquent des théoriciens et de leurs théories… sauf lorsqu'une théorie est conforme à la réalité: lorsque les faits réels, non les rêves, les fantaisies, la "*réalité*" virtuelle, les confirment. Vous pouvez rêver tout ce que vous voulez, tout ce qui vous fait plaisir, mais vous ne pouvez faire que ce que la réalité vous autorise à faire. Imaginez-vous, si le cœur vous en dit, que vous avez cinquante divisions blindées et que vous allez envahir la Russie. Mais si vous n'avez qu'une poignée de tanks et que vous l'essayez, vous êtes en route pour le cimetière.

Condoléances anticipées à votre famille, à vos proches, et à vos amis (ies)… Vous aviez le tort de croire à la réalité de vos désirs.

Rien n'est unipolaire dans le monde, que ce soit dans la nature, les rapports interindividuels, sociaux ou internationaux, la géopolitique, ou quoi que ce soit. Le moment en apparence unipolaire qu'a vécu le monde après 1991 n'était que cela – un moment. La force antagonique existait. Elle était simplement si faible, momentanément, qu'on pouvait ne pas la voir.

Surtout si l'on ne voulait à aucun prix accepter son existence.

L'une des faiblesses humaines les plus courantes, et les plus répandues, est de ne voir que ce que l'on veut voir, de n'entendre que ce que l'on veut entendre, de laisser ses intérêts, ses passions, ses préjugés, déformer la perception de la réalité objective, de ce qui se passe réellement. Et au niveau social, le pouvoir, qu'il soit politique, religieux, ou économique, peut désirer cacher, en tout ou en partie, ce qu'il fait au peuple, surtout lorsqu'il opprime et exploite ce dernier, ou fait des choses dont il sait que le peuple a horreur – par exemple, une guerre injuste ou un génocide. Alors, il lui faut inventer une réalité alternative, artificielle, imaginaire, et l'imposer au peuple. On l'impose par la répétition incessante, massive, ad nauseam, des mêmes mensonges. C'est la propagande, le bourrage de crâne, le "narrative", la "*réalité virtuelle*" qui n'a rien de réel sinon sa virtualité, la théorie bien connue du Dr. Josef Goebbels, que Satan ait en sa maudite garde: le Gros Mensonge…

Le Gros Mensonge devient bien plus convaincant, et bien plus efficace, lorsqu'on le focalise sur un bouc émissaire: une personne, un chef d'état ou de gouvernement de préférence, que l'on rend responsable de tous les maux réels ou supposés, et de quelques autres aussi pour faire bonne mesure. L'imagination comme la malveillance humaines étant infinies, la Satanisation de quiconque, fût-il saint ou ascète, ne pose pas de difficultés insurmontables. A la limite, l'on pourrait transformer Mère Teresa en diablesse, avec cornes, queue fourchue et le reste. Je m'étonne d'ailleurs qu'aucun "*réaliste*" furieusement virtuel ne l'ait encore tenté…

Il y a toujours un Satan quelque part, auquel il faut s'opposer à tout prix: l'oncle Ho, Mao, Fidel Castro, Khaddafi, Saddam Hussein, Bachar al Assad, et maintenant Xi Jing Ping et Vladimir Vladimirovitch Poutine. Qu'ont-ils tous de commun? Ils se sont opposés, ou s'opposent, à l'Empire…

Cela me rappelle cette remarque d'un Croisé se retrouvant en train de massacrer des musulmans par bandes et par macornes, sous prétexte que ce sont des ennemis de Dieu: « *Je ne savais pas que Dieu avait tant d'ennemis!* »

Ayant un minimum de conscience, il désertera, avec un compagnon choqué d'avoir éventré une femme. C'est bien sûr dans un film, *"The season of the witch,"* que je recommande.

Mais je ne comprends guère que l'Occident supposément chrétien doive toujours faire face à tant de démons…

Il y a probablement une histoire de gros sous quelque part, l'essentiel, l'âme vivante du Capital étant le fric, l'argent sous toutes ses formes et tous ses déguisements…

Serait-ce que les volés refusent désormais de se laisser piller? Et montrent pas trop poliment aux pillards le chemin de la porte, comme au Burkina Faso, au Mali, et au Niger?

Il est des coups de pied au portefeuille qui font mal…

Sur la guerre en Ukraine:

Selon Sun Tzeu, tout l'art de la guerre se base sur la tromperie.

Ayant, en général, mené leurs opérations en minimisant leurs pertes, et en maximisant celles de l'Ukraine, les Russes ont créé une situation similaire à celle dans laquelle se trouvait la Wehrmacht nazie après sa défaite de Koursk (juillet 1943). Comme elle, l'armée Ukrainienne doit défendre un front très long avec des forces insuffisantes. Les Ukrainiens se trouvent alors contraints, comme les nazis il y a 80 ans, à découvrir saint Pierre pour couvrir saint Paul. Ce faisant, ils continuent de passer au « *moulin à viande…* » De se faire massacrer par le feu russe. Et de surcroît, les Russes, qui ont d'énormes réserves, les massent en plusieurs points du front, contraignant le commandement Ukrainien à deviner d'où va venir le prochain coup. Ils appellent cela la "*maskirovka.*" Masquer ses intentions. Tromper. En 1944, la maskirovka fut le prélude à l'Opération Bagration, qui détruisit le groupe d'armées Centre Allemand, leur principale force, et ouvrit la route de Berlin. 2024 n'est certainement pas 1944. Mais la situation de l'Ukraine est tout de même catastrophique. Le nombre de soldats Ukrainiens qui désertent, ou se rendent, en est un symptôme. Les Russes tirent bénéfice de leur modération, de leur refus de faire la guerre à l'occidentale: de ramener l'ennemi à l'âge de pierre à coups de bombes.

Il faudrait négocier. Mieux vaut une mauvaise paix qu'une défaite totale. Mais personne ne se parle. Et Napoléon le Microbe déblatère, n'ayant jamais entendu parler de Dien Bien Phu. Il a bien de la chance que Vladimir Vladimirovitch soit le sang-froid fait homme. S'il avait eu affaire au terrible Géorgien Joseph Vissarionovitch.

AVIS

Me CHARLES Debens informe le public en général qu'un jugement par défaut a été rendu par le tribunal de première instance de Port-au-Prince en faveur du sieur Louis Jimmy et consorts contre l'entreprise " Haiplast Recycling S.A" en ces termes : " Le tribunal, après en avoir délibéré, conformément à la loi, statuant publiquement et par défaut, sur les conclusions du Ministère Public, maintient en la forme le défaut octroyé au profit de la partie demanderesse. Déclare valide la saisie arrêt pratiquée en date du trente -et-un (31) Août deux mille dix sept (2017) du Ministère de l'Huissier Jean Lemaître Viltus , ès mains de la Sogebank, la UNIBANK, la banque Nationale de Crédit (BNC) et la Banque de l' Union Haïtienne (BUH) sur les fonds appartenant à " HAIPLAST RECYCLING S.A ", représentée par la dame Duckencia Florvil. ORDONNE à la Sogebank, la UNIBANK, la banque Nationale de Crédit (BNC) et la banque de l'union Haïtienne (BUH) de vider leurs mains de toute somme ou valeurs qu'elles détiennent pour et au nom de " HAIPLAST Recycling S.A " représentée par Madame Duckencia Florvil jusqu'à concurrence de la somme de trois cents vingt deux mille six cents quatre-vingt trois gourdes et quatre vingt onze centimes (322, 683, 91 gourdes), les cinq pour cent des valeurs garantissant la présente saisie arrêt ainsi que les vingt pour cents (20 %) de ce montant représentant les honoraires de l'avocat poursuivant. Commet l'huissier Joseph Donald Cadet immatriculé au greffe dudit tribunal pour la signification dudit jugement.

Ainsi jugé et prononcé par Nous, Marthel Jean Claude, juge, en audience ordinaire publique et civile du Mercredi huit (08) novembre deux mille vingt trois (2023) en présence de Albert Darelus substitut du commissaire du gouvernement de ce ressort représentant du Ministère public avec l'assistance de Junior Sauvens Télémaque greffier du siège.

Il est ordonné……………. En foi de Quoi…………

Ainsi signés : Marthel jean Claude, juge, et Junior Sauvens Télémaque , greffier"

Pour le Cabinet:

Me Charles Debens, Avocat

AVIS

Me CHARLES Debens informe le public en général qu'un jugement par défaut a été rendu par le tribunal de première instance de Port-au-Prince en faveur de la dame Isemena Jeune contre l'entreprise " Haiplast Recycling S.A" en ces termes : " Le tribunal, après en avoir délibéré, conformément à la loi, statuant publiquement et par défaut, sur les conclusions du Ministère Public, maintient en la forme le défaut octroyé au profit de la partie demanderesse. Déclare valide la saisie arrêt pratiquée en date du vingt trois (23) Août deux mille dix huit (2018) du Ministère de l'Huissier Jean Lemaître Viltus, ès mains de la Sogebank, la UNIBANK, la banque Nationale de Crédit (BNC) et la Banque de l'Union Haïtienne (BUH) sur les fonds appartenant à " HAIPLAST RECYCLING S.A ", représentée par la dame Duckencia Florvil. ORDONNE à la Sogebank, la UNIBANK, la banque Nationale de Crédit (BNC) et la banque de l'union Haïtienne (BUH) de vider leurs mains de toute somme ou valeurs qu'elles détiennent pour et au nom de " HAIPLAST Recycling S.A " représentée par Madame Duckencia Florvil jusqu'à concurrence de la somme de cent treize mille deux cent soixante huit gourdes et soixante neuf centimes (113,268,69 gourdes), les cinq pour cent des valeurs garantissant la présente saisie arrêt ainsi que les vingt pour cent (20 %) de ce montant représentant les honoraires de l'avocat poursuivant soit la somme de vingt deux mille six cent cinquante trois gourdes et soixante treize centièmes (22, 653. 73 gourdes) .Commet l'huissier Joseph Donald Cadet immatriculé au greffe dudit tribunal pour la signification dudit jugement.

Ainsi jugé et prononcé par Nous, Marthel Jean Claude, juge, en audience ordinaire publique et civile du Mercredi huit (08) novembre deux mille vingt trois (2023) en présence de Albert Darelus substitut du commissaire du gouvernement de ce ressort représentant du Ministère public avec l'assistance de junior Sauvens Télémaque greffier du siège.

Il est ordonné……………. En foi de Quoi…………

Ainsi signés : Marthel Jean Claude, juge, et Junior Sauvens Télémaque , greffier"

Pour le Cabinet:

Me Charles Debens, Avocat

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen, sur les conclusions du Ministère, maintient le défaut octroyé contre la partie défenderesse à l'audience précitée pour le profit déclare fondée ladite action ; Admet en conséquence le divorce du sieur Jean Wilson BERNARD d'avec son épouse née Marie Sonie DOMESCA pour incompatibilité de caractère aux torts de l'épouse. Prononce en conséquence la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre les dits époux ; Ordonne à l'officier de l'état civil de la Section Sud de Port-au-Prince de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant sous peine dommages envers les tiers , s'il y échet ; Compense les dépens , commet l'huissier Clerbrun FAURE pour la signification du présent Jugement Ainsi Jugé et prononcé par nous , Me Jean Osner PETIT-PAPA , Juge en audience civile, ordinaire et publique , du mercredi deux décembre deux mille vingt-deux , en présence de Me Eunide LEGERME, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort avec l'assistance de la Greffière Marie Yolande Cadet ZETRENNE.

Il est ordonné……etc……

En foi de quoi……etc…..

AVIS DE PUBLICATION

Nous Me Paul Wesley, Juge en siège à l'audience publique de divorce du Mercredi vingt-trois (23) mai deux mille vingt trois (2023). Sur les conclusions conformes du Ministère Public représenté par Magistrat Pierre Luckner SANON; Maintenons le défaut requis et octroyé à la barre contre la partie défenderesse ; Admettons le divorce du sieur Jimmy SYFFRARD d'avec son épouse la dame née Midrène MASSE: Prononce en conséquence la dissolution des liens matrimoniaux existant entre eux pour injures graves et publiques , aux torts exclusifs de l'épouse, ce, conformément aux termes des articles 217 et suivant du code civil : Ordonne à l'officier de l'état civil de Thomazeau de transcrire sur les registres destinés à cet effet , le dispositif du présent du présent jugement dont un extrait sera publié dans un quotidien s'éditant à la capitale sous peine de dommage intérêts envers les tiers s'il y échet ; Compense les dépens en raison de la qualité des parties ;Commettons l'huissier Jacob MEDE de ce Tribunal pour la signification de ce présent Jugement

Ainsi Jugé et prononcé par nous Magistrat Paul Wesley, Juge en audience civile , ordinaire et publique en matière de divorce du mercredi trois (03) novembre deux mille vingt trois(2023) , An 219è de l'indépendece en présence du Magistrat Pierre Luckner SANON , Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort avec l'assisistance de Daniel ADRIEN , Greffier du siège

Il est ordonné…..etc…….

En foi de quoi……etc…..

Pour Ordre de publication : Me Adius MEME, Av

AVIS

Me CHARLES Debens informe le public en général qu'un jugement par défaut a été rendu par le tribunal de première instance de Port-au-Prince en faveur du sieur Victor Lifaite et consorts contre l'entreprise " Haiplast Recycling S.A" en ces termes : " Le tribunal, après en avoir délibéré, conformément à la loi, statuant publiquement et par défaut, sur les conclusions du Ministère Public, maintient en la forme le défaut octroyé au profit de la partie demanderesse. Déclare valide la saisie arrêt pratiquée en date du vingt trois (23) Août deux mille dix huit (2018) du Ministère de l'Huissier Jean Lemaître Viltus , ès mains de la Sogebank, la UNIBANK, la banque Nationale de Crédit (BNC) et la Banque de l' Union Haïtienne (BUH) sur les fonds appartenant à " HAIPLAST RECYCLING S.A ", représentée par la dame Duckencia Florvil. ORDONNE à la Sogebank, la UNIBANK, la banque Nationale de Crédit (BNC) et la banque de l'union Haïtienne (BUH) de vider leurs mains de toute somme ou valeurs qu'elles détiennent pour et au nom de " HAIPLAST Recycling S.A " représentée par Madame Duckencia Florvil jusqu'à concurrence de la somme deux cent trente neuf mille neuf cent quarante six gourdes (239,946.00 gourdes), les cinq pour cent des valeurs garantissant la présente saisie arrêt ainsi que les vingt pour cent (20 %) de ce montant représentant les honoraires de l'avocat poursuivant. Commet l'huissier Joseph Donald Cadet immatriculé au greffe dudit tribunal pour la signification dudit jugement.

Ainsi jugé et prononcé par Nous, Marthel Jean Claude, juge, en audience ordinaire publique et civile du Mercredi huit (08) novembre deux mille vingt trois (2023) en présence de Albert Darelus substitut du commissaire du gouvernement de ce ressort représentant du Ministère public avec l'assistance de Junior Sauvens Télémaque greffier du siège.

Il est ordonné……………. En foi de Quoi…………

Ainsi signés : ……………….

Pour le Cabinet:

Mexique : La victoire des imbéciles



L'actuel président Andrés Manuel Lopez Obrador et la présidente élue Claudia Sheinbaum

Par Pedro Miguel

La victoire d'Andrés Manuel Lopez Obrador en 2018 a commencé à s'organiser 36 ans auparavant, concrètement, le 4 juillet 1982, quand des partis de gauche ont décidé de présenter des candidats aux élections présidentielles pour disputer le pouvoir par la voie des urnes. Pendant les 10 années suivantes, AMLO a commencé à formuler un projet de gouvernement pour Tabasco et ensuite pour la capitale. En 2004, il a publié son « projet alternatif de nation » une proposition de pays qui a été mûrie et actualisée en 2011 et 2017.

La victoire de Claudia Sheinbaum aux élections du 2 juin n'a pas été une victoire inattendue : elle a été l'aboutissement de presque 6 ans, pendant lesquels, elle a, en tant que gouverneur de la capitale, avec Lopez Obrador au Palais National, dirigé des changements profonds et très importants pour la vie du pays.

Si quelqu'un a donné un coup d'arrêt à une « dérive autoritaire » - phrase d'alerte favorite des courtisans orphelins qui se prétendent intellectuels - c'est bien Claudia qui, dès le premier jour de sa gestion à Mexico, a coupé court aux politiques répressives, corrompues et terriblement ineptes de son prédécesseur immédiat, Miguel Ángel Mancera, qui a trahi son mandat et imposé un modèle bourgeois, autoritaire et vénal à une ville qui l'avait élu pour qu'il étende les libertés, combatte la malhonnêteté et donne la priorité dans son gouvernement au service des plus défavorisés.

Contrairement à Mancera, la présidente élue du Mexique a agi dans le strict respect des règles éthiques fondamentales de la Quatrième Transformation.

Elle ne s'est pas enrichie, elle a eu une attitude de transparence totale dans la gestion publique et n'a pas trahi ses électeurs. Et ce qui est également important, elle a maintenu une étroite coordination avec le Gouvernement fédéral qui a mené à bien une transformation nationale sans précédent depuis la Révolution Mexicaine.

Tandis que les secteurs oligarchiques et néolibéraux–qui contrôlent toujours la plupart des médias traditionnels, le pouvoir judiciaire et une borne partie des organismes autonomes–étaient terrorisés par les changements que AMLO pourrait introduire dans le pays, le président, les a menés à bien. Dans l'esprit de cette oligarchie, tout était de la faute de 30 000 000 d'imbéciles qui, en 2018, s'étaient trompés en votant. Ancrés dans les logiques du vieux régime, ils ne comprenaient pas que pour la première fois depuis de nombreuses décennies, il y avait à la présidence quelqu'un qui respectait ses promesses de campagne.

Ils n'ont pas pu faire la différence entre l'humiliation des aumônes que leurs anciens mécènes répartissaient pour s'assurer le vote des pauvres et la dignité pour des millions de personnes que représentaient les programmes sociaux de la Quatrième Transformation, conçus non comme des cadeaux, mais comme des droits. Habitués aux travaux pensés pour apporter des bénéfices aux sous-traitants, ils n'ont pas compris que les grands projets de développement régional de ce mandat de six ans avaient pour but de bénéficier à la population.

Ils n'ont jamais compris que les visites de AMLO dans les zones dominées par le cartel de Sinaloa n'avaient pas pour but de pactiser avec le trafic de drogue mais de le combattre en stimulant le bien-être, les communications terrestres et les travaux d'infrastructures destinés à améliorer la santé et l'éducation et de combattre la marginalisation.

Les politiques qui, dans l'immensité géographique et humaine du territoire mexicain ont tardé à porter des fruits –aussi indubitables que la baisse des indices de délits, la réduction de la pauvreté et des inégalités, le rétablissement de l'économie–ont été couronnées de succès dans la capitale, et même d'un plus grand succès.

Mexico est, à bien des égards, la vitrine des 4T, avec les accents de l'innovation numérique, les travaux ayant un impact positif sur l'environnement, la protection des groupes vulnérables et une perspective de genre claire. De plus, si vous voulez voir un modèle de transformation nationale aux trois niveaux - fédéral, étatique et municipal - il suffit d'ajouter Iztapalapa à cette formule : des Gouvernements humanistes, austères, honnêtes et intègres, qui se consacrent au service de la population.

Entre le projet de nation de Claudia Sheinbaum - rénové et complété, mais toujours le même- et le méli-mélo d'idées et de reculs de Xóchitl Gálvez, la majorité des gens n'a pas hésité au moment de choisir. Entre l'indéniable corruption immobilière représentée par l'entourage de Santiago Taboada et les utopies construites par Clara Brugada, la majorité des gens a su très clairement pour qui voter.

AMLO achève son mandat avec près de 80 % d'approbation et Claude Sheinbaum a reçu l'adhésion de presque les deux tiers de l'électorat. Tous deux sont des représentants du nouveau pacte social que la nation est en train de construire. Mais pour les orphelins du défunt régime néolibéral, les imbéciles se sont multipliés, ils se sont à nouveau trompés et ils sont en train de conduire le pays à la ruine et à la dictature. Et ne les contredisez pas car eux, les sommités, sont très intelligents.

Résumé latino-américain
7 juin 2024
Traduction Françoise Lopez
Bolivar infos 8 Juin 2024

Suite de la page (8)



Maria Isabel Salvador, cheffe du Bureau Intégré des Nations-Unies en Haïti (BINUH)

passées, en décembre 2023 et à venir, à la mi-février » disait l'ambassadeur Martin Kimani. D'autre part, le chef de la diplomatie haïtienne, Jean Victor Généus, n'allait pas par quatre chemins pour lancer à la face de ses interlocuteurs *« un jour de trop, est un jour dans l'enfer des gangs »*. Devant ses homologues diplomates, le Chancelier haïtien avait entrepris un décompte insoutenable des victimes de l'insécurité « En 2023, plus de 5 000 personnes ont été tuées. 37 policiers ont été tués. 1 432 blessés ont été dénombrés. Plus de 200 000 déplacés ont été recensés, » disait Jean Victor Généus soutenu par son collègue de la République dominicaine, Roberto Alvarez Gil. Celui-ci avançait pour sa part que « *Haïti est au bord du gouffre et que chaque jour qui passe est profitable pour les gangs. Le retard du déploiement de la mission est inquiétant* » concluait-il.

La même Maria Isabel Salvador du BINUH s'était retrouvée à New-York pour cette réunion du Conseil de sécurité. Toujours avec le même discours alarmiste et dramatique sur la situation sécuritaire en Haïti devant les instances de l'ONU. Ce jeudi 25 janvier 2024, la cheffe du BINUH avait imploré les Etats membres à se dépêcher pour que la mission soit effective. Après avoir effectué un décompte des crimes commis par les bandes armées, Maria Isabel Salvador lançait ce cri et cet appel « *L'année dernière, le BINUH avait recensé plus de 8 400 victimes directes de la violence des gangs, y compris des personnes tuées, blessées et kidnappées, soit une augmentation de 122 % par rapport à 2022.*

La capitale a été le théâtre de 83 % des meurtres et des blessures, et la violence s'est étendue à la campagne, en particulier dans l'Artibonite. Au sud de la capitale, les gangs ont mené des attaques à grande échelle pour contrôler des zones clés et continuent de recourir systématiquement à la violence sexuelle dans les zones qu'ils contrôlent, mettant en danger des femmes et des filles âgées d'à peine 12 ans. Depuis mon dernier exposé, au moins 75 personnes auraient été tuées par des mouvements d'autodéfense civils qui ont émergé pour se défendre contre les gangs. La violence, les déplacements et la perte des moyens de subsistance ont rendu des milliers d'enfants vulnérables au recrutement par les gangs. (…) J'appelle une fois de plus les États membres à contribuer généreusement au déploiement rapide de la Mission multinationale de soutien à la sécurité en Haïti.

Le soutien continu à la police nationale haïtienne, le déploiement de la MMSS, un processus politique soutenu aboutissant à des élections crédibles, participatives et inclusives constituent des éléments fondamentaux qui peuvent contribuer à restaurer la sécurité et la stabilité en Haïti, où l'État de droit, les institutions démocratiques et le développement durable deviendront une réalité pour le peuple haïtien (…) » disait la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations-Unies en Haïti, Antonio Guterres. Enfin, l'ONG Human Rights Watch qui assistait à cette rencontre sur Haïti se montrait impatiente pour l'envoi des troupes étrangères en Haïti. En marge de cette réunion du Conseil de sécurité, la Directrice exécutive de l'ONG, Tirana Hassan, a expliqué son désarroi devant ce qui se passe dans le pays et ne comprenait pas la lenteur pour le déploiement de la force multinationale.

« Ce Conseil a pris une mesure importante pour faire face à la crise en Haïti en octobre dernier, en autorisant la force multinationale de soutien à la sécurité et en soulignant les nombreuses dimensions de la crise qui doivent être abordées de manière holistique. Malheureusement, le déploiement de la force et d'autres composantes essentielles d'une réponse fondée sur les droits sont au point mort, et la situation de nombreux Haïtiens n'a fait qu'empirer. Les meurtres, les enlèvements, les violences sexuelles et autres abus se poursuivent à un rythme effréné, tandis que les activités des groupes criminels et les combats s'intensifient et s'étendent », déclarait-elle le 25 janvier 2024 devant la presse à New-York. Pourtant, malgré l'inquiétude de Mme Tirana Hassan, le processus se poursuivait calmement et surement. À leur rythme, les pays qui auraient l'intention d'envoyer des troupes dans la mission s'activaient loin à l'abri des médias. (A suivre)

C.C.

Arrestation arbitraire d'un journaliste iranien en France



Bashir Biazar, journaliste iranien arrêté en France

Par Négâh

La police française a procédé mercredi 5 juin 2024 à Metz, dans le nord-est de la France, à *l'arrestation de Monsieur Bashir Biazar, un journaliste iranien. Cette actualité n'a pas manqué de faire réagir en Iran, tandis qu'elle n'est aucunement relayée dans les médias officiels français.*

Après un interrogatoire de plusieurs heures, le journaliste serait actuellement dans un centre de rétention dans l'attente de son procès. Les autorités françaises n'ont à ce jour toujours pas fourni de justification à cette arrestation. Il semble toutefois que celle-ci fasse suite à sa couverture du conflit israélo-palestinien.

Bashir Biazar écrivait dans l'une de ses dernières publications : «*La semaine dernière, j'ai eu l'occasion de parler lors d'une réunion aux Nations unies sur les sanctions contre l'Iran, les crimes israéliens et les dysfonctionnements des Nations unies ! Ce qui était intéressant, c'est que plus on parlait contre Israël, plus on était acclamé par le public ! Les sionistes n'ont jamais été aussi isolés, détestés et humiliés*». (Rapporté par Ghorban-Ali Khodabandeh, «*Les dessous de l'arrestation d'un ressortissant iranien en France*», PressTV, 7 juin 2024)

Cette arrestation d'un journaliste iranien en France intervient dans un contexte où d'importantes manifestations dénoncent les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité commis par l'armée israélienne dans la bande de Gaza.

L'Iran réagit à l'arrestation d'un journaliste iranien en France

Cette violation du droit de la presse et de la liberté d'information commise par le régime français n'a pas manqué de susciter des réactions des autorités iraniennes. Ali Bagheri-Kani, ministre iranien des Affaires étrangères par intérim, s'est notamment entretenu par téléphone avec l'ambassadeur d'Iran en France. Il déclare notamment : «*Le ministère des Affaires étrangères ne ménagera aucun effort consulaire, juridique et politique pour soutenir les ressortissants iraniens partout dans le monde*».

Déclaration de Nasser Kanaani, le porte-parole du ministère iranien des Affaires étrangères : «*Dans le cadre de ses responsabilités et de ses efforts sérieux pour protéger la sécurité des ressortissants iraniens, le ministère des Affaires étrangères a mis à l'ordre du jour, à Paris et à Téhéran, la défense des droits de son citoyen arrêté et sa libération dans les plus brefs délais. Les mesures adéquates sont mises à l'œuvre jusqu'à ce que nous ayons gain de cause*».

Déclaration de Kazem Gharibabadi, secrétaire du Haut Conseil iranien des droits de l'homme : «*L'arrestation d'un ressortissant iranien par la police française en raison de son soutien au peuple opprimé de Palestine est une nouvelle honte pour la France en matière des droits de l'homme. Hier, j'ai parlé avec son épouse et les responsables du ministère des Affaires étrangères ; nous sommes déterminés à défendre nos compatriotes. Ce ressortissant iranien doit être libéré au plus vite*».

Il est à noter que Monsieur Biazar est entré légalement sur le territoire français et s'avère être un journaliste accrédité. Les autorités françaises jouent dans cette affaire le jeu dangereux de la prise d'otage d'État et ne semblent guère se rendre compte de leur double discours concernant les libertés et les procédures judiciaires. Nul doute que cette affaire ne va pas contribuer à l'établissement de relations diplomatiques normales et intelligentes par la France avec l'Iran.

Négâh 7 Juin 2024

France : protestations pour exiger l'exclusion d'Israël des Jeux Olympiques



Des Français répudient le génocide du peuple palestinien à Gaza et réclament l'exclusion du régime sioniste des Jeux olympiques de 2024.

Les Français de Paris, la capitale, scandant des slogans de soutien au peuple palestinien, ont appelé au boycott et à l'expulsion du régime sioniste de l'événement sportif le plus important du monde.

Les manifestants estiment que si la Russie est exclue des Jeux olympiques en raison de la guerre avec l'Ukraine, Israël devrait également être suspendu de ces jeux pour les crimes qu'il commet en Palestine. Mais non seulement cela n'a pas eu lieu, mais le comité organisateur des jeux l'a récompensé en permettant au régime sioniste de participer à l'événement.

Les Français ont également tenté de refléter la tragédie vécue par les enfants palestiniens en distribuant des vêtements pour enfants et des poupées tachées de sang.

Israël a lancé sa guerre brutale contre Gaza le 7 octobre dernier après que le Mouvement de résistance islamique palestinien (HAMAS) ait mené une opération historique contre le régime usurpateur en représailles à ses atrocités accrues contre le peuple palestinien.

Au moins 36 801 Palestiniens ont été tués à Gaza, en grande majorité des femmes et des enfants, et plus de 83 680 ont été blessés, selon les autorités sanitaires locales.

HispanTV 9 juin 2024

Mexique : les enseignants du SNTE investissent quatre centres commerciaux à Tuxtla Gutiérrez



Marche des enseignants de la section 7 du Syndicat national des travailleurs de l'éducation (SNTE)

Par Elio Henriquez

Après avoir effectué 25 jours d'arrêt de travail, les enseignants de la section 7 du Syndicat national des travailleurs de l'éducation (SNTE), appartenant à la Coordonnatrice nationale des travailleurs de l'éducation (CNTE), ont investi ce samedi quatre places commerciales situées à Tuxtla Gutiérrez pour exiger un arrêt de travail et une réponse à leurs demandes.

C'est ce qu'a rapporté Alberto Mirón Vázquez, membre de la direction politique de la Section 7, qui a déclaré que « *dans le cadre du sit-in national du CNTE à Mexico et de celui de l'État à Tuxtla Gutiérrez, il a été décidé de mener à bien des activités à partir de 7 heures du matin dans les différents centres commerciaux* » du capital de l'entité.

Il a précisé que les places prises sont Cristal, Ambar, Polyforum et Sol ou Las Américas. « *Nous sommes actifs depuis 7 heures du matin, l'accès a été pris pour ouvrir la table de discussion au Chiapas avec la présence du président Andrés Manuel López Obrador parce que le gouvernement de l'État n'a pas montré de signes de volonté pour l'ouvrir* », a-t-il ajouté.

Dans une interview, il a déclaré que « à la table du Chiapas, nous avons pratiquement tous les problèmes et depuis cinq ans, lorsque le gouvernement de López Obrador et le gouverneur Rutilio Escandón ont commencé, ils n'ont pas répondu aux propositions. « *Nous ne pouvons pas nier qu'il y a eu plus de 20 discussions avec le président, mais il ne fait que nous écouter et n'a pas trouvé de solution.* »

Pour cette raison, a ajouté Mirón Vázquez, « *nous continuons à exiger une table à caractère décisif ; Le mandat des deux gouvernements touche déjà à sa fin et nous ne voyons pas la volonté de résoudre le problème. Comme nous l'avons dit, la CNTE existe depuis plus de 44 ans et le gouvernement en place, quelle que soit sa couleur, est Actuellement Morena, nous ne partons pas pour arrêter ou suspendre les activités que nous avons programmées parce que c'est notre forme de lutte, la manifestation dans les rues.* »

Il a prévenu que les enseignants de la CNTE vont continuer à manifester quel que soit le gouvernement car « *les travailleurs ont compris que la seule manière d'exiger et d'obtenir une réponse à nos propositions est par la lutte organisée* ».

Le dirigeant a rappelé que parmi les revendications de la CNTE figurent l'abrogation de la réforme éducative et de la loi de l'Institut de sécurité et des services sociaux des travailleurs de l'État (ISSSTE), le rétablissement de la bilatéralité et le fonctionnement traditionnel de la Caisse d'épargne et du Fonds de Prestation Sociale (FABES).

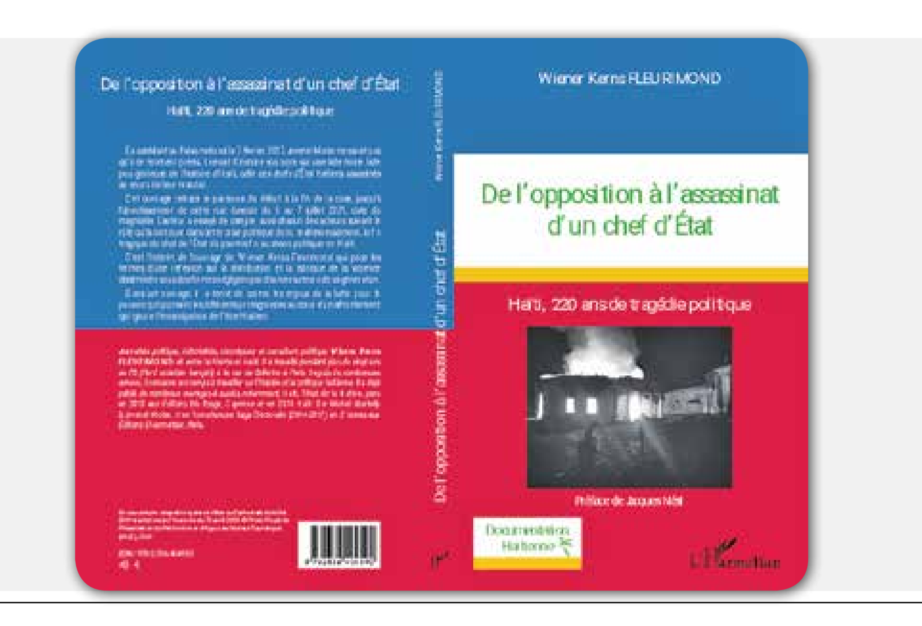
La Jornada 8 juin 2024

A paraître début juillet 2024

Les Éditions L'Harmattan Paris vous annoncent la parution bientôt de l'ouvrage : ***De l'opposition à l'assassinat d'un chef d'État*** *- Haïti, 220 ans de tragédie politique* - signé du journaliste politique, Wiener Kerns FLEURIMOND. Ce livre de plus de 400 pages, décrit le processus ayant conduit au meurtre du Président Jovenel Moïse et plonge en même temps le pays au chaos.

De l'opposition à l'assassinat d'un chef d'État *- Haïti, 220 ans de tragédie politique* - un livre à lire !

Sera disponible dans toutes les librairies de France et d'ailleurs et sur Amazone et toutes plateformes de vente en ligne.



Classified Directory

Tel: 718-421-0162
editor@haitiliberte.com

Post CLASSIFIED ADS online for FREE at Haitiliberte.com

ATTORNEY

INJURED IN AN ACCIDENT? Don't Accept the insurance company's first offer. Many injured parties are entitled to major cash settlements. Get a free evaluation to see what your case is really worth. 100% Free Evaluation. Call Now: 1-888-454-4717. Be ready with your zip code to connect with the closest provider

HEALTH

HEARING AIDS!! High-quality rechargeable, powerful Audien hearing aids priced 90% less than competitors. Tiny and NEARLY INVISIBLE! 45-day money back guarantee! 855-819-7060

HEALTH

FreedomCare. Let your loved ones care for you and get paid! Paid by Medicaid. Choose family or friends as your paid caregiver. Check your eligibility today! Call FreedomCare now! 1-855-385-7556

HEALTH

ATTENTION OXYGEN THERAPY USERS! Discover Oxygen Therapy That Moves with You with Inogen Portable Oxygen Concentrators. FREE information kit. Call 1-855-399-2719

HEALTH

Attention: VIAGRA and CIALIS USERS! A cheaper alternative to high drugstore prices! 50 Pill Special - Only $99! 100% guaranteed. CALL NOW: 1-855-399-2582

HELP WANTED

Haïti Liberté is looking to hire a Wordpress specialist (or someone willing to be trained) with a working knowledge of French, Kreyòl, and English and a sense of design to help with the regular update and maintenance of its website. Send résumés to: editor@haitiliberte.com; or call 718-421-0162

HELP WANTED

Driver with a vehicle needed for Wednesday newspaper deliveries. Routes available in New York & Miami. Call 718-421-0162.

HOME IMPROVEMENT

BEAUTIFUL BATH UPDATES in as little as ONE DAY! Superior quality bath and shower systems at AFFORDABLE PRICES! Lifetime warranty & professional installs. Call Now! 1-855-399-2076

HOME IMPROVEMENT

Get DISH Satellite TV + Internet! Free Install, Free HD-DVR Upgrade, 80,000 On-Demand Movies, Plus Limited Time Up To $600 In Gift Cards. Call Today! 1-866-782-4069

HOME IMPROVEMENT

Do you need a Roof or Energy Efficient Windows & Help paying for it? YOU MAY QUALIFY THROUGH NEW RELIEF PROGRAMS (800) 944-9393 or visit NYProgramFunding.org to qualify. Approved applications will have the work completed by a repair crew provided by: HOMEOWNER FUNDING. Not affiliated with State or Gov Programs.

MISCELLANEOUS

Get Boost Infinite! Unlimited Talk, Text and Data For Just $25/mo! The Power Of 3 5G Networks, One Low Price! Call Today and Get The Latest iPhone Every Year On Us! 844-329-9391

L'Afrique du Sud se dirige vers un gouvernement de coalition



Des électeurs attendent patiemment dans des files d'attente de plusieurs heures lors des élections législatives en Afrique du Sud, le 29 mai 2024

Par M. K. Bhadrakumar

Les résultats des élections législatives sud-africaines de vendredi 31 mai ont confirmé l'idée largement répandue selon laquelle le Congrès national africain (ANC) au pouvoir, qui a été le fer de lance de la libération du pays de l'apartheid en 1993 et qui a depuis dominé le paysage politique comme un arbre banyan, est en plein déclin. La part de voix de l'ANC a chuté de 57,5 % lors des élections de 2019 à environ 40 %.

Les jours heureux de l'ANC se terminent, mais toutes les bonnes choses ont une fin, finalement. L'ANC pourrait au moins s'accrocher pendant trente ans en puisant dans l'héritage de la lutte pour la liberté, ce qui n'est pas facile à faire étant donné que la politique devient de plus en plus compétitive et que l'autonomisation s'accompagne du défi de la responsabilité. À titre de comparaison, le parti du Congrès indien a perdu la majorité au parlement en moins de vingt ans.

D'une manière générale, en dehors de quelques provinces essentiellement rurales, le soutien à l'ANC est aujourd'hui en déclin, avec un fort sentiment d'opposition au pouvoir en place qui joue contre lui en raison du chômage massif, du niveau extrêmement élevé de la violence interpersonnelle, de l'effondrement des services sociaux et de la corruption éhontée.

L'ANC aurait besoin de l'aide d'autres partis pour réélire Cyril Ramaphosa pour un second mandat. Les trois autres grands partis sont l'Alliance démocratique [DA], d'orientation libérale, les Combattants pour la liberté économique [EFF], d'extrême gauche, et le nouveau parti MK [MK], dirigé par l'ancien président Jacob Zuma, qui a déjà été à la tête de l'ANC.

La DA, qui a recueilli plus de 21 % des voix, est un parti libéral bien établi, dominé par les Blancs et financé par le capital blanc. L'EFF, quant à lui, est un parti populiste autoritaire, non ethnique dans sa base de soutien et son orientation, qui a recueilli un peu plus de 9 % des voix.

Le grand gagnant semble être MK, une faction dissidente de l'ANC, qui est entrée dans la mêlée électorale pour la première fois et qui a surfé sur une vague de nationalisme zoulou pour recueillir 14,83 % des voix. Le caractère probable de la nouvelle coalition au pouvoir n'est pas encore clair. Comme on pouvait s'y attendre, les médias occidentaux favorisent une coalition ANC-DA. La DA a atteint un plateau et est désireuse de s'aligner sur l'ANC, malgré son idéologie de libération nationale, pour partager le pouvoir.

Les investissements massifs des milliardaires blancs dans une série de nouveaux partis libéraux n'ont pas produit les résultats escomptés lors des élections de mercredi.

Aucun de ces partis n'a réussi à s'imposer. La DA est la seule exception, mais même dans ce cas, la médiocrité de ses dirigeants et son incapacité à distinguer les différences de discours dans la politique raciale complexe limitent intrinsèquement son potentiel de croissance au-delà de ses limites actuelles. De nombreux Sud-Africains noirs se méfient de la DA, estimant qu'elle favorise les intérêts des Blancs.

Par conséquent, l'ANC ne peut que s'opposer à un rapprochement avec la DA du politicien blanc John Steenhuisen, dont le programme de privatisations axé sur le marché libre et la fin des programmes d'émancipation économique des Noirs sont en contradiction avec les traditions du parti au pouvoir. Zwelivelile Mandela, petit-fils de Nelson Mandela et législateur sortant de l'ANC, a déclaré à l'AFP que la DA avait des « idéaux différents » et qu'il était donc trop difficile de s'associer avec elle. Il a prédit que les groupes de gauche radicale dirigés par d'anciennes figures de l'ANC – l'EFF de Julius Malema ou le MK de Zuma – étaient des partenaires plus probables pour le parti au pouvoir.

Mais ces options radicales pourraient également se heurter à la résistance des sections plus modérées de l'ANC. En outre, le fossé entre Ramaphosa et Zuma – qui est depuis longtemps amer de la façon dont il a été forcé de quitter son poste de président en 2018 – n'a pas encore été comblé.

Au milieu de toutes ces manœuvres au sein de la classe politique, il est difficile d'évaluer l'humeur populaire, étant donné l'emprise des médias libéraux blancs sur le discours national.

Ainsi, la gravité du profond sentiment d'aliénation politique qui pousse de nombreux électeurs à adopter des formes de populisme antilibéral et parfois antidémocratique est allègrement négligée dans l'obsession de saper la présence imposante de l'ANC dans le paysage politique.

Il ne fait aucun doute que l'ANC est devenu une plaie pour les puissances occidentales. Le rôle actif de l'Afrique du Sud au sein des BRICS et son plaidoyer en faveur de la multipolarité et de la « dédollarisation », sa démarche audacieuse devant la CIJ contre les crimes de guerre d'Israël à Gaza, sa proximité avec la Russie et la Chine, etc. sont extrêmement importants pour les intérêts occidentaux dans la situation mondiale actuelle.

La mainmise du capital blanc sur les médias numériques en Afrique du Sud lui confère un pouvoir considérable pour façonner le discours national, mais il n'y a aucune tentative de comprendre l'aliénation profonde des couches défavorisées de la société, et encore moins de l'aborder de manière critique. Il suffit de dire qu'il s'agit d'un terreau fertile pour que la politique ethnique s'enracine. Le paradoxe est que l'héritage de l'un des mouvements les plus progressistes de l'histoire de la libération anticoloniale pourrait s'avérer être la montée de l'ethno-nationalisme et du populisme sous l'égide de personnalités politiques sombrement comiques telles que Donald Trump, Boris Johnson, Jair Bolsonaro ou Javier Milei.

Le nœud du problème est que la gauche n'a pas réussi à présenter une alternative crédible à la forme prédatrice de nationalisme ethnique et de populisme engendrée par les terribles conditions de pauvreté et de privation dans lesquelles la plupart des Sud-Africains s'efforcent de vivre. Il n'y a pas un seul leader, à la manière de Lula da Silva ou de Jeremy Corbyn, qui pourrait unifier la gauche. Tout cela laisse le champ libre à la classe politique prédatrice et kleptocratique pour libérer les démons de la politique ethnique.

À bien y réfléchir, Zuma a convaincu 2,3 millions de Sud-Africains de voter pour le parti MK. Le MK veut renforcer le pouvoir des chefs traditionnels, nationaliser les banques et exproprier les terres sans compensation, faisant remonter la « longue période de honte nationale » de l'Afrique du Sud à 1652, date de l'établissement de la première colonie hollandaise.

L'EFF, quant à lui, se décrit comme anti-impérialiste et inspiré par le marxisme. L'EFF préconise également de prendre les terres des fermiers blancs et de nationaliser les mines, les banques et d'autres secteurs stratégiques, sans compensation.

Il affirme que l'apartheid n'a pas pris fin en 1994 et que le règlement démocratique a laissé l'économie aux mains du « capital monopolistique blanc », un message qui résonne dans un pays où quatre adultes sur dix sont au chômage.

En fin de compte, comme pour le Parti du Congrès en Inde, il n'y a pas de véritable alternative à l'ANC en tant que rassembleur, qui conserve la loyauté de nombreux électeurs en raison de son rôle de premier plan dans le renversement de la domination de la minorité blanche et de ses politiques progressistes de protection sociale et d'émancipation économique des Noirs, dont les partisans estiment qu'elles ont permis à des millions de familles noires d'échapper à la pauvreté.

Indian Punchline
Traduit par Brahim Madaci
Afrique Asie 06 juin 2024